INSTITUT DE FORMATION POUR L'AFRIQUE

ATI

RAPPORT ANNUEL 2026

INTERNATIONAL MONETARY FUND

Pays hôte

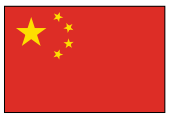


Maurice

Contributeurs – PHASE I



Australie



Chine



Corée



Angola

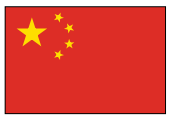


Seychelles



Togo

Contributeurs – PHASE II



Chine



Banque européenne d'investissement



Union européenne



Allemagne



Angola



Bénin



République dém. du Congo



Eswatini



Ghana



Kenya



Madagascar



Malawi



Mozambique



Nigéria



Seychelles



Afrique du Sud

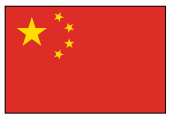


Zambie



Zimbabwe

Contributeurs – PHASE III



Chine



Union européenne



Norvège



Arabie saoudite



Angola



Côte d'Ivoire



Ghana



Kenya



Madagascar



Malawi



Mozambique



Seychelles



Afrique du Sud



Tanzanie



Ouganda

Zambie

Zimbabwe

L'IFA est présent dans 45 pays :

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cabo Verde
Comores
Côte d'Ivoire
Érythrée
Eswatini
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
République du Congo
République démocratique du Congo
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Soudan du Sud
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

INSTITUT DE FORMATION
POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL 2026

MESSAGE DU DIRECTEUR



Sukhwinder Singh
Directeur

L'exercice 2026, qui marquait la deuxième année de la phase III (exercices 2025-29) des activités de l'Institut de formation pour l'Afrique, a été mené à bien dans un contexte régional et mondial délicat. Le climat de forte incertitude, le conflit au Moyen-Orient, la diminution des flux d'aide et la persistance des vulnérabilités macroéconomiques ont continué de mettre à rude épreuve la marge de manœuvre de nombreux pays membres en Afrique subsaharienne. Dans ce contexte, le rôle de l'IFA est demeuré clair : aider les fonctionnaires à renforcer les institutions, les outils analytiques et les compétences pratiques nécessaires pour agir en faveur de la stabilité macroéconomique, de la résilience et de la croissance à long terme.

Malgré ce contexte difficile pour ses activités, l'IFA a intensifié ses prestations et a formé plus de fonctionnaires qu'au cours de l'exercice 2025. Sur l'ensemble de l'exercice 2026, l'Institut a dispensé 31 cours à 1 132 fonctionnaires, alors qu'il avait organisé 29 cours et formé 1 008 fonctionnaires au cours de l'exercice précédent. En dehors des cours, le programme de l'exercice 2026 a donné lieu à 16 activités, parmi lesquelles la première réunion en ligne des directeurs de formation, six webinaires sur des questions d'actualité telles que la fintech, l'innovation dans les paiements numériques et la politique industrielle, ainsi qu'une série de webinaires de recherche entre pairs sur de nouveaux outils analytiques tels que l'apprentissage automatique.

La demande suscitée par les formations de l'IFA est restée très forte. Les cours ont enregistré un nombre de candidatures supérieur au nombre de places, avec en moyenne cinq candidats pour chaque place disponible. Cela confirme à la fois la nécessité de maintenir des activités de développement des capacités de qualité dans les domaines d'action de portée macroéconomique en Afrique subsaharienne et la grande valeur accordée aux formations de l'IFA. La sélection des participants a continué d'être coordonnée avec les équipes-pays et les représentants résidents du FMI, ce qui a permis de renforcer le lien entre la formation, l'assistance technique, la surveillance et les opérations de prêts.

Le programme de l'IFA a continué de répondre directement aux priorités des pays membres et aux défis que doivent relever les pouvoirs publics de la région. En plus des formations de base consacrées à l'analyse macroéconomique générale, à la politique budgétaire, aux politiques relatives au secteur financier et aux statistiques macroéconomiques, l'IFA a mis l'accent sur des thèmes ayant trait au durcissement des conditions de financement, aux vulnérabilités liées à l'endettement, aux risques posés par le changement climatique, à la transition numérique et à la croissance inclusive. Par exemple, le cours intitulé *Cadres budgétaires* a renforcé les compétences des fonctionnaires travaillant sur la planification budgétaire à moyen terme, les risques budgétaires et la viabilité de la dette dans des contextes caractérisés par une marge de manœuvre limitée, tandis que les cours intitulés *Statistiques sur le changement climatique,* et *Inégalités entre*

les sexes et *Macroéconomie* ont aidé les fonctionnaires à intégrer des considérations liées au changement climatique et à l'inclusion dans l'analyse des politiques macroéconomiques.

La diversité et l'inclusion ont conservé une place centrale dans la mission de l'IFA. Les participants venant de pays fragiles ou touchés par un conflit ont représenté 35 % du total des participants, les femmes 40 % et les non-anglophones 41 %. L'IFA a conservé son attachement à la diversité linguistique en faisant traduire ses supports de formation et en fournissant un service d'interprétation simultanée en français et en portugais, et il a continué de privilégier une participation accrue des femmes et des fonctionnaires issus de pays fragiles ou touchés par un conflit.

Les résultats d'apprentissage et les retours d'information des participants sont restés très positifs. Les gains d'apprentissage moyens pour l'ensemble des cours de l'exercice 2026 ont atteint 19 points de pourcentage, sachant que des gains encore plus élevés ont été enregistrés chez les participantes (21 points de pourcentage). La note globale moyenne s'établit à 4,6 sur 5. Près de 100 % des personnes ayant répondu à l'enquête annuelle conduite par l'IFA ont indiqué que la qualité des formations en présentiel était bonne ou excellente, ce qui souligne que l'apprentissage en personne dispensé par l'Institut, ainsi que les échanges avec les pairs et les réseaux professionnels qu'il cultive, gardent toute leur importance.

L'exercice 2026 a également donné lieu à d'importantes innovations dans la conception des formations et la manière de les dispenser. L'IFA a organisé 23 cours en personne, 5 en format hybride et 3 entièrement en ligne, en choisissant à chaque fois la modalité la plus à même d'améliorer les résultats d'apprentissage, l'accès et le rapport coût-efficacité. Une étape importante a été franchie avec le premier projet pilote de formation par cohorte à l'appui de l'assistance technique du FMI, qui a vu un même groupe de fonctionnaires suivre le cours Programmation et politiques financières avant d'enchaîner avec le cours *Diagnostics macroéconomiques*. L'IFA a également repoussé les frontières des formats en ligne avec une formation hybride intitulée Politique monétaire qui a rassemblé 74 participants, dont, pour la première fois, des participants de pays francophones.

Les partenariats ont continué d'amplifier les retombées des activités de l'IFA. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a généreusement financé trois cours de l'exercice 2026 (*Politique budgétaire, Statistiques sur le changement climatique* et *Inégalités entre les sexes),* ce qui a porté son soutien depuis novembre 2023 à 7 cours et 240 participants. L'IFA a également collaboré avec le Partenariat mondial pour les finances publiques, la Communauté du développement de l'Afrique australe, la Banque africaine de développement, le Conseil islamique des services financiers le Centre de développement des capacités Chine–FMI, l'AFRITAC Centre, l'AFRITAC Sud, l'OCDE, le Bureau britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, et les autorités mauriciennes. Je tiens à remercier tous les partenaires de l'IFA, car chacune de ces collaborations a permis d'enrichir le programme d'études et de tirer le meilleur parti de ressources limitées.

Sur le plan opérationnel, l'IFA a continué d'aligner ses travaux sur l'Examen de la stratégie du FMI en matière de développement des capacités, notamment en hiérarchisant ses ressources limitées, en intégrant la formation aux actions menées par le FMI dans les pays et en expérimentant de nouveaux parcours d'apprentissage. Il a également poursuivi les travaux préparatoires du projet de déménagement des bureaux afin de préserver la qualité, la sécurité et l'efficience de son environnement d'apprentissage.

Le programme de travail de l'exercice 2027 s'appuiera sur cette dynamique et sera composé de 33 cours, qui seront en grande majorité dispensés en personne. Le problème du financement reste toutefois important. Le déficit de financement de la phase III s'élève à 8,9 millions de dollars. Il sera essentiel de le combler pour maintenir un niveau de prestations conforme à la demande. Je souhaite chaleureusement la bienvenue à la Norvège en tant que nouveau partenaire, je remercie Maurice pour sa fidélité dans son rôle de pays hôte et de contributeur majeur, et je me félicite de la forte implication des pays membres, parmi lesquels le Mozambique et la Zambie, qui ont signé des accords de financement au cours de l'exercice 2026.

Au nom du FMI, je remercie sincèrement nos pays membres, nos partenaires du développement, les autorités mauriciennes, le comité d'orientation et nos collègues du FMI pour leur soutien constant. Grâce à leur engagement, l'IFA reste une pierre angulaire du développement des capacités en Afrique subsaharienne en aidant les fonctionnaires à relever les défis actuels et à jeter les bases d'une croissance plus résiliente, inclusive et durable.

Sukhwinder Singh
Directeur

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AFRITAC Sud	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
BAfD	Banque africaine de développement
ECOGOVA	Accord sur l'amélioration de la gouvernance économique en Afrique subsaharienne
FMI	Fonds monétaire international
FRD	Facilité pour la résilience et la durabilité
IA	Intelligence artificielle
ICD	Institut du FMI pour le développement des capacités
IFA	Institut de formation pour l'Afrique
ISF	Indicateur de solidité financière
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PDO	Plateforme de données ouverte
PFC	Pays fragiles ou touchés par un conflit
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SPA	Système de prévision et d'analyse
UE	Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

ii
Message du directeur

iv
Abréviations et acronymes

1
Vue d'ensemble : faits saillants de l'exercice 2026 et perspectives pour l'exercice 2027

9
SECTION I
Formations, séminaires et webinaires de l'exercice 2026

10 **A** Formations, séminaires et webinaires de l'exercice 2026

21 **B** Autres événements

25 **C** Collaboration avec les partenaires

27 **D** Fonctionnement opérationnel et gouvernance

29
SECTION II
Activités programmées pour l'exercice 2027

30 **A** Formations proposées pour l'exercice 2027

32 **B** Autres événements et collaborations

35
SECTION III
Budget et collecte de fonds

36 **A** Budget

37 **B** Partenariats et collecte de fonds

ANNEXES

42 **Annexe I.**
Liste des cours dispensés pendant l'exercice 2026

44 **Annexe II.**
Cours dispensés pendant l'exercice 2026 : participants par pays

46 **Annexe III.**
Autres événements pendant l'exercice 2026

47 **Annexe IV.**
Programme des cours pour l'exercice 2027

48 **Annexe V.**
Effectifs de l'IFA au 30 avril 2026

GRAPHIQUES

1 **Graphique 1.**
Nombre de cours dispensés par l'IFA

2 **Graphique 2.**
Demande et offre de formations de l'IFA

2 **Graphique 3.**
Diversité du point de vue de l'appartenance ou non à un PFC

3 **Graphique 4.**
Diversité du point de vue du sexe

3 **Graphique 5.**
Diversité du point de vue linguistique

6 **Graphique 6.**
Résultats de l'enquête – Note attribuée à la qualité des formations, en présentiel, en ligne ou hybrides, et opinion de l'IFA

6 **Graphique 7.**
Résultats de l'enquête – Importance des thèmes abordés par l'IFA

7 **Graphique 8.**
Éléments susceptibles de favoriser le transfert de connaissances acquises à l'IFA ou de lui faire obstacle

TABLEAUX

4 **Tableau 1 du texte.**
Vue d'ensemble des cours par département (exercices 2024–27)

38 **Tableau 1.**
Projections budgétaires de l'IFA au 30 avril 2026

38 **Tableau 2.**
Contributions financières à la phase III de l'IFA, au 30 avril 2026

ENCADRÉS

5 **Encadré 1.**
Données concernant l'incidence des formations dispensées par l'IFA

11 **Encadré 2.**
Formation pilote en cohorte Programmation et politiques financières – Diagnostics macroéconomiques à l'appui de l'assistance technique du FMI

14 **Encadré 3.**
Cours de politique monétaire : Faire face au nombre excessif de demandes et repousser les frontières des formations en ligne

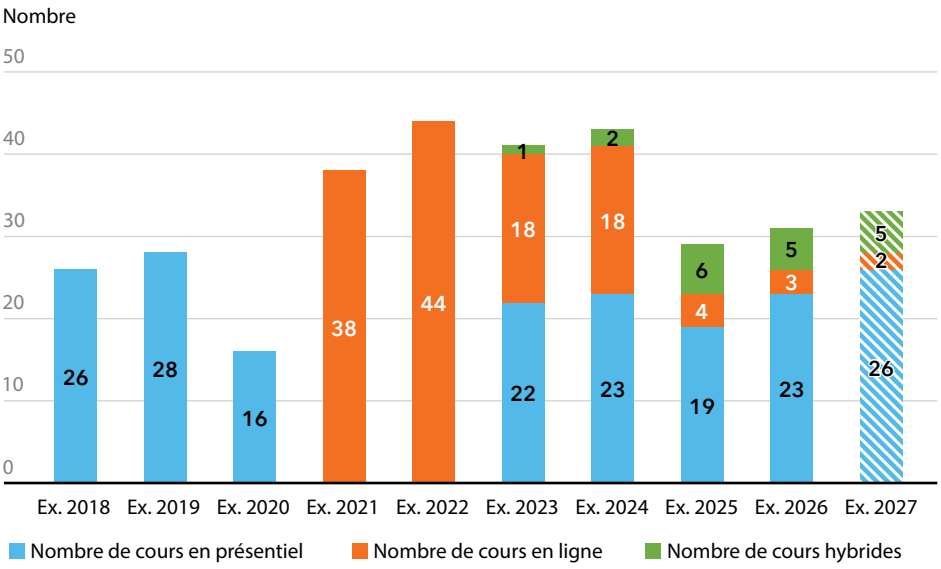
22 **Encadré 4.**
Série de webinaires de recherches entre pairs – Apprentissage automatique et intelligence artificielle pour l'analyse macroéconomique en Afrique subsaharienne

VUE D'ENSEMBLE : FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2026 ET PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2027

L'exercice 2026 a marqué la deuxième année de la Phase III (exercice 2025–29) des activités de l'Institut de formation pour l'Afrique. L'IFA a dispensé 31 formations à 1 132 fonctionnaires, contre 29 au cours de l'exercice 2025 (graphique 1). Sur les 33 formations prévues à l'origine, 3 n'ont pas pu être dispensées en raison de la conjonction de divers facteurs, dont le conflit au Moyen-Orient, tandis qu'un nouveau cours a été ajouté au calendrier. Les formations proposées à l'IFA continuent d'enregistrer un nombre de candidatures largement supérieur au nombre de places disponibles, avec en moyenne cinq candidats pour chaque place, ce qui témoigne de la forte demande en matière de développement des capacités dans les domaines d'action de portée macroéconomique dans toute la région (graphique 2). Outre ses formations, l'IFA a organisé 16 événements, dont une première réunion en ligne des directeurs de formation visant à renforcer le dialogue avec les acteurs qui financent la participation des fonctionnaires nationaux aux formations de l'IFA et six webinaires consacrés à des questions de politique générale d'actualité (fintech, innovation en matière de paiements numériques, politique industrielle, etc.). Il a en outre organisé une série de webinaires de recherche entre pairs sur les prévisions immédiates et l'apprentissage automatique.

Le programme de travail de l'IFA est dicté par les besoins de ses membres.

GRAPHIQUE 1. NOMBRE DE COURS DISPENSÉS PAR L'IFA



Source : services de l'IFA.

Pendant l'exercice 2026, l'IFA a dispensé sept formations sur les politiques structurelles, six sur les politiques du secteur financier, cinq sur la politique budgétaire, quatre sur les statistiques macroéconomiques, trois sur l'analyse macroéconomique générale, deux sur les politiques monétaires, de change et du compte de capital, ainsi qu'une formation sur les questions juridiques et une autre sur l'évaluation du dispositif de sauvegarde des banques centrales. Cette répartition cadre parfaitement avec les conclusions de l'enquête menée par l'IFA auprès d'anciens participants à ses formations (encadré 1) : plus de 80 % des personnes interrogées ont cité comme domaines de formation les plus importants à leurs yeux l'analyse macroéconomique générale (politiques structurelles, notamment), la politique budgétaire, les politiques du secteur financier et les statistiques macroéconomiques. La pertinence des formations proposées est attestée par le nombre de candidatures largement supérieur au nombre de places disponibles. Par exemple, l'IFA a reçu plus de 600 candidatures pour la formation intitulée *Cadres budgétaires*, et environ 400 candidatures pour d'autres cours sur les questions budgétaires

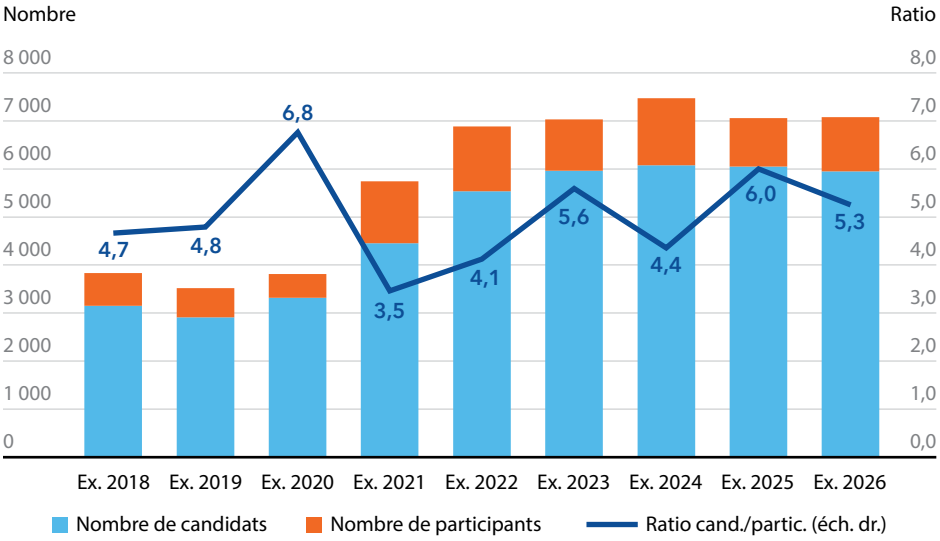
ainsi que pour la formation phare intitulée *Programmation et politiques financières* dans le domaine de l'analyse macroéconomique générale, dispensée chaque année à l'IFA. La sélection des participants aux formations de l'IFA est coordonnée avec les équipes du FMI travaillant dans la région, notamment grâce au soutien des représentants résidents du FMI, en vue de renforcer l'intégration de la formation et de ses activités d'assistance technique, de surveillance et de prêt.

Les formations dispensées par l'IFA continuent à être inclusives à plusieurs égards. La part des participants de pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC), qui représentent environ la moitié des pays membres de l'IFA, s'élevait à 35 % (graphique 3). Les femmes représentaient 40 % de l'ensemble des participants (graphique 4) et la part des non-anglophones parmi les bénéficiaires des formations était de 41 % pendant l'exercice 2026 (graphique 5). L'IFA continue de tenir compte de la diversité linguistique en assurant la traduction des supports de formation et l'interprétation simultanée des cours magistraux en français et en portugais, et d'accroître la participation des PFC et des femmes.

Les gains d'apprentissage et les notes attribuées aux cours témoignent de résultats solides et d'une grande satisfaction de la part des fonctionnaires ayant suivi les cours de l'IFA. Les gains d'apprentissage moyens pour l'ensemble des cours pendant l'exercice 2025 étaient de 19 points de pourcentage (pp), avec des gains plus élevés pour les participantes (21 pp). Ils s'établissaient en moyenne à 12 pp pour les cours en ligne, à 17 pp pour les cours hybrides (qui associent des modalités de formation en autonomie et avec l'intervention de formateurs) et à 21 pp pour les cours en présentiel. Les gains d'apprentissage qui se dégagent des tests effectués pendant les cours ne constituent qu'un élément de mesure des résultats. La note d'évaluation globale, qui mesure le taux d'appréciation et de satisfaction, s'est établie en moyenne à 4,6 sur 5 pour l'ensemble des formations. L'enseignement en présentiel génère également d'importants avantages du fait des interactions entre pairs et de la constitution de réseaux, qu'il est difficile de traduire dans un indicateur quantitatif. Près de 100 % des personnes qui ont répondu à l'enquête annuelle conduite par l'IFA auprès des participants ont indiqué que la qualité des formations en présentiel de l'IFA était bonne ou excellente, contre 88 % pour les formations hybrides et 77 % pour les formations en ligne (encadré 1).

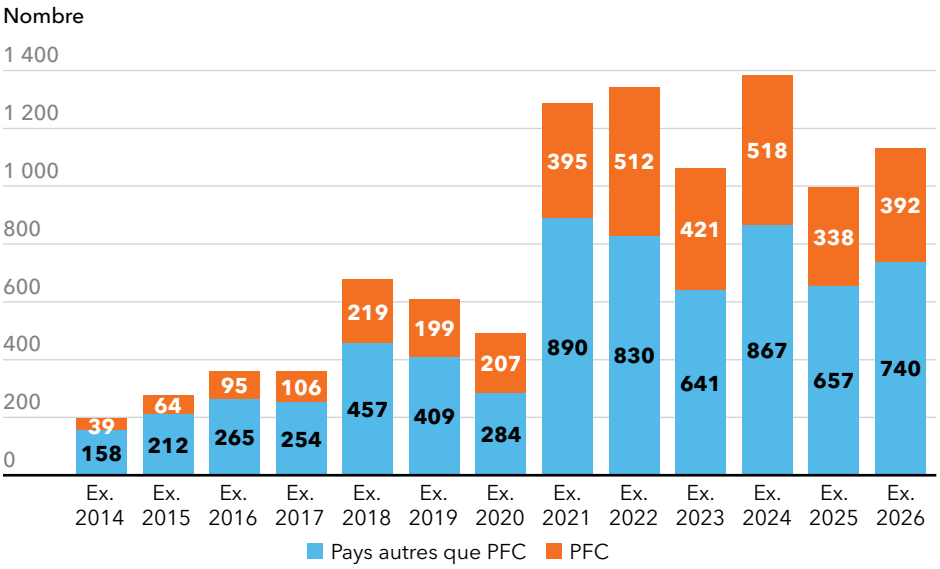
L'IFA a intensifié ses efforts pour élargir ses modalités de formation. La combinaison de formations en présentiel, en ligne et hybrides, ainsi que la mise en place d'une formation pilote par cohorte ont permis d'améliorer encore l'expérience d'apprentissage et de contribuer à répondre en partie à la demande excédentaire. Vingt-trois cours ont été dispensés en présentiel, cinq sous une forme hybride où les participants se préparaient en ligne et à leur propre rythme grâce à un apprentissage guidé avant de participer à un module en présentiel, et trois cours ont été dispensés entièrement en ligne. L'IFA a proposé sa première formation par cohorte à l'appui de l'assistance technique du FMI, au cours de laquelle

GRAPHIQUE 2. DEMANDE ET OFFRE DE FORMATIONS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 3. DIVERSITÉ DU POINT DE VUE DE L'APPARTENANCE OU NON À UN PFC



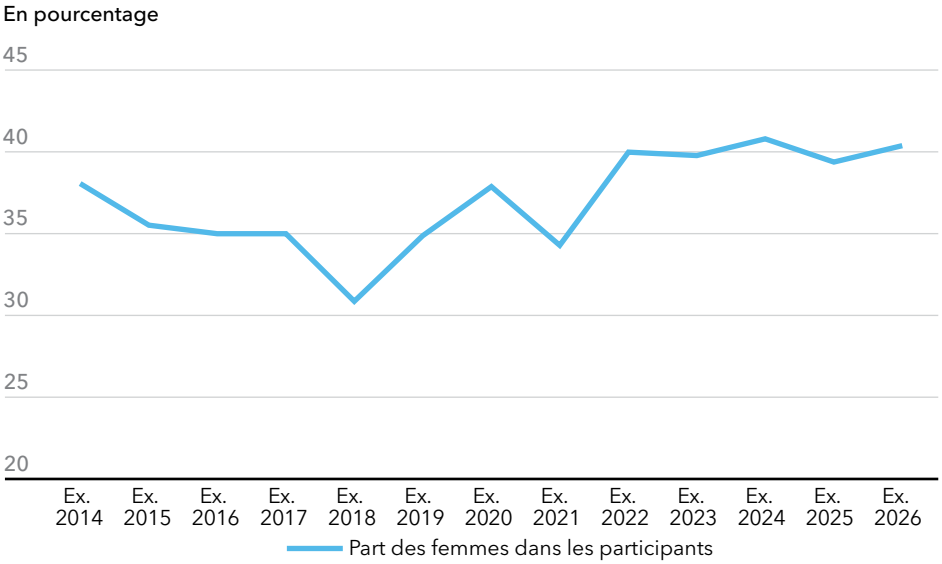
Source : services de l'IFA.

un groupe de fonctionnaires participant aux activités d'assistance technique du FMI a suivi le cours intitulé *Programmation et politiques financières*, puis a enchaîné peu après avec le cours intitulé *Diagnostics macroéconomiques* (encadré 2). L'IFA a également dispensé une formation hybride en ligne intitulée *Politique monétaire* à 74 participants, dont, pour la première fois, des participants de pays francophones. Le format en ligne permet à l'IFA de dispenser des formations à moindre coût à un public plus large, ce qui contribue à répondre au nombre excessif de demandes auquel l'IFA doit faire face sur fond de contraintes budgétaires (encadré 3).

Les collaborations continuent de faire partie intégrante du programme de travail de l'IFA. Pendant l'exercice 2026, trois cours sur la politique budgétaire, les statistiques sur le changement climatique et les inégalités entre les sexes ont été organisés grâce aux financements généreux de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Depuis la signature, en novembre 2023, du partenariat de financement JICA-FMI pour le développement des capacités, 7 cours et 240 participants de l'IFA ont bénéficié du soutien financier de la JICA. En outre, le cours intitulé *Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles* a été financé par le fonds fiduciaire du Partenariat mondial pour les finances publiques. L'IFA a également collaboré avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour la 10e année consécutive afin d'organiser le cours de *remise à niveau sur la surveillance macroéconomique*. Le cours sur la *plateforme de données ouvertes* a été dispensé par la Banque africaine de développement (BAfD) pour la quatrième année consécutive, en coordination avec le département des statistiques du FMI. Cette année, dans le cadre d'une nouvelle collaboration avec le Conseil islamique des services financiers, l'IFA a dispensé un cours sur les *Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace* (principes fondamentaux de Bâle) et les *Principes fondamentaux pour la réglementation de la finance islamique du Conseil islamique des services financiers* (principes fondamentaux du Conseil islamique des services financiers). Le cours intitulé *Développement financier et inclusion financière* a été dispensé pendant l'exercice 2026 grâce aux généreuses contributions du Centre de développement des capacités Chine–FMI.

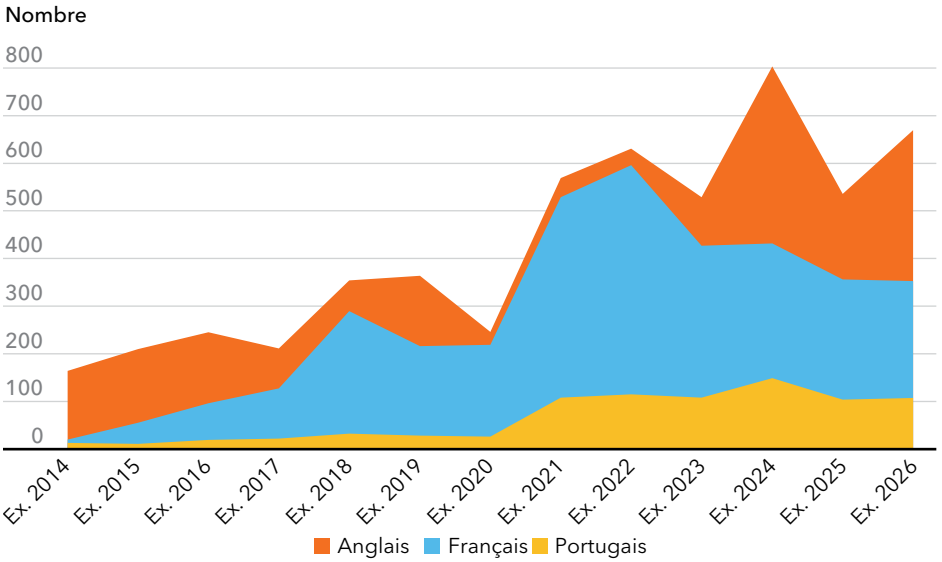
L'IFA a mis à profit le réseau des centres régionaux d'assistance technique du FMI et d'autres organismes pour dispenser des formations conjointes. Il a dispensé un cours intitulé *Programmation et politiques financières* en collaboration avec le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre), ainsi qu'un cours intitulé *Aspects macroéconomiques du changement climatique* en collaboration avec le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe (AFRITAC Sud). L'IFA a également mis ses locaux à disposition pour l'organisation de deux ateliers animés par les autorités mauriciennes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a organisé une table ronde de haut

GRAPHIQUE 4. DIVERSITÉ DU POINT DE VUE DU SEXE



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 5. DIVERSITÉ DU POINT DE VUE LINGUISTIQUE



Source : services de l'IFA.

TABLEAU 1 DU TEXTE. VUE D'ENSEMBLE DES COURS PAR DÉPARTEMENT (EXERCICES 2024–27)

Département	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2026	Exercice 2027 (prévus)			
				Total exercice 2027	Hybride	En présentiel	En ligne
Département Afrique	1	1	1	1		1	
Département des finances publiques	3	2	2	1		1	
Département financier	1	1	1	1		1	
ICD	20	16	17	18	4	13	1
Département juridique	2	1	1	3		3	
Département des marchés monétaires et de capitaux	6	4	5[1,2]	4[3]		4	
Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation	1	1	0	1		1	
Département des statistiques	9	3	4	4		3	1
Total	43	29	31	33	4	27	2

[1]Le cours sur les principes fondamentaux de Bâle et du Conseil islamique des services financiers a été dispensé par ce dernier en coordination avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.
[2]Le cours intitulé *Développement des marchés obligataires en monnaie locale* a été dispensé en collaboration avec le département juridique du FMI.
[3]Le cours intitulé *Gestion de trésorerie et gestion de la dette* sera dispensé conjointement par le département des finances publiques et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

niveau intitulée *Évolution des marchés financiers et développement des marchés obligataires*, en collaboration avec la Banque de Maurice et la Commission des services financiers de Maurice, dans les locaux de l'IFA. L'IFA a également accueilli un atelier intitulé *Analyse de la viabilité de la dette*, organisé par le Bureau britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement et l'Institut Adam Smith, et en coordination avec le ministère mauricien des Finances et du Développement économique.

L'IFA prévoit de déménager dans de nouveaux locaux durant l'exercice 2027. Les coûts de ce déménagement seront couverts par une dotation généreuse accordée par le pays hôte, Maurice, pour permettre à l'IFA et à l'AFRITAC Sud de s'installer dans de nouveaux bureaux. Ces nouveaux locaux, qui ont été conçus et seront aménagés selon les normes internationales du FMI, renforceront la capacité de l'IFA de maintenir la qualité de la formation à un niveau élevé. L'infrastructure informatique, y compris la mise à niveau des équipements audiovisuels durant l'exercice 2025, sera transférée dans les nouveaux locaux.

La conception du programme de travail pour l'exercice 2027 a été orientée par les principaux domaines d'action prioritaires pour l'Afrique subsaharienne et les synergies potentielles avec les activités d'assistance technique, de surveillance et de prêt du FMI dans la région. Le programme de travail pour l'exercice 2027 est équilibré entre les principaux domaines d'expertise du FMI, avec des formations sur les politiques du secteur financier, l'analyse macroéconomique générale, la croissance inclusive et les politiques structurelles, la politique budgétaire et les statistiques macroéconomiques, ainsi que sur des sujets ayant trait aux politiques monétaires, de change et du compte de capital et aux questions juridiques. Le nombre total de formations passera de 31 à 33 pendant l'exercice 2027, dont 26 seront dispensées en présentiel, 5 au format hybride et 2 en ligne. L'IFA continuera également à dispenser davantage de formations hybrides à mesure que les supports de ces cours seront élaborés et perfectionnés par l'Institut pour le développement des capacités (ICD).

Comme les années précédentes, l'IFA fera appel aux vastes compétences spécialisées au sein du FMI pour dispenser ses formations. L'ICD, le département des statistiques et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI dispenseront l'essentiel des formations durant l'exercice 2027 (tableau 1 du texte). Les formations proposées par l'ICD englobent une grande variété de thèmes, allant de la politique financière à la politique budgétaire, en passant par la viabilité de la dette et les questions monétaires, complétant ainsi les cours dispensés dans ces domaines par d'autres départements.

L'IFA poursuivra la recherche de collaborations durant l'exercice 2027 afin d'optimiser l'utilisation de ses ressources. Dans le cadre de son partenariat avec le FMI, la JICA continuera à financer deux cours figurant au programme de travail de l'exercice 2027. Le cours de remise à niveau intitulé *Surveillance macroéconomique* à l'intention de la SADC figure toujours au programme. En outre, l'IFA donnera deux cours intitulés *Optimiser la croissance et la résilience grâce à l'analyse distributive et aux politiques fondées sur des données factuelles* et *Le climat dans les cadres macroéconomiques* en collaboration avec l'AFRITAC Sud, ainsi que le cours intitulé *Programmation et politiques financières* avec l'AFRITAC Centre. Le cours intitulé *Développement financier et inclusion financière* dispensé pendant l'exercice 2027 sera généreusement financé par le Centre de développement des capacités Chine–FMI. Le cours intitulé *Cadre relatif au risque souverain et à la viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés* sera cofinancé par la facilité de gestion de la dette et l'IFA pendant l'exercice 2027.

ENCADRÉ 1. DONNÉES CONCERNANT L'INCIDENCE DES FORMATIONS DISPENSÉES PAR L'IFA

L'IFA dispense chaque année une trentaine de formations à plus de 1 000 fonctionnaires nationaux dans les domaines de l'action publique en lien avec l'expertise du FMI. Ces cours font l'objet de nombreuses demandes, avec en moyenne cinq candidats pour chaque place, ce qui témoigne de la qualité des formations dispensées par le FMI, comme en témoignent les retours toujours très positifs sur les cours, ainsi que de son rôle unique dans la fourniture de formations pratiques en matière d'élaboration de politiques macroéconomiques en Afrique subsaharienne.

L'incidence immédiate et à long terme des formations dispensées par l'Institut sur les participants est évaluée de plusieurs manières. Les gains d'apprentissage et les notes attribuées aux cours ressortent des tests, avec un gain d'apprentissage moyen de 18 % et une note moyenne de 4,7/5 (de l'exercice 2023 à l'exercice 2026), ce qui atteste de l'expérience d'apprentissage de qualité parmi les participants. Les questionnaires distribués à l'issue des cours montrent que les fonctionnaires ayant participé aux cours jugent très positivement la qualité des formations de l'IFA, qu'elles soient dispensées en présentiel, en ligne ou en format hybride (graphique 6).

L'IFA mène également des enquêtes annuelles auprès des fonctionnaires ayant participé aux cours pour connaître leurs avis sur l'efficacité et la pertinence de ses formations[1]. Près de 100 % des personnes ayant répondu à ces enquêtes ont jugé que la qualité des formations en présentiel était bonne ou excellente, contre 88 % pour les formats hybrides et 77 % pour les formations en ligne.

En ce qui concerne les thèmes abordés par l'IFA, les personnes interrogées ont indiqué que la macroéconomie générale, les statistiques macroéconomiques, les politiques du secteur financier, les politiques budgétaires et la politique monétaire figuraient parmi les plus pertinents (graphique 7). Il convient de noter que, pour bon nombre des pays relevant de la zone couverte par l'IFA, celui-ci est la seule option pour la formation des fonctionnaires dans ces domaines clés.

Par ailleurs, l'ICD conduit tous les deux ans une enquête de suivi qui constitue un outil essentiel pour l'évaluation de l'incidence à long terme de ses programmes de formation[2].

D'après les résultats de l'enquête, les éléments relatifs à l'autonomie et à la capacité d'agir sont les principaux déterminants du transfert des connaissances, tout comme de la note globale attribuée aux formations. La pertinence perçue des formations pour les emplois des participants s'est révélée le meilleur prédicteur des résultats en matière de transfert des connaissances à l'issue des formations dispensées par l'IFA (graphique 8). Les participants étaient plus susceptibles de mettre en pratique les connaissances acquises dans leur travail lorsque leurs responsabilités professionnelles leur imposaient d'utiliser les contenus des formations, et lorsqu'ils disposaient de suffisamment de temps, de ressources et de soutien sur leur lieu de travail pour appliquer ce qu'ils avaient appris. En ce qui concerne le transfert des connaissances, les participants venant de pays à faible revenu ont indiqué qu'il était plus important, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que ces participants partaient d'un niveau de connaissances plus faible. Par ailleurs, les participants ayant suivi la formation en présentiel ont signalé des niveaux de transfert des connaissances plus élevés que leurs homologues ayant suivi les formations en ligne. De plus, les gains d'apprentissage plus élevés autodéclarés ne se sont pas automatiquement traduits par un transfert des connaissances plus important ou une plus grande utilité.

L'enquête de suivi a en outre fait ressortir que les formations dispensées par l'IFA, au-delà de l'apprentissage immédiat, avaient eu des retombées positives : 92 % des personnes interrogées ont indiqué que les formations de l'IFA les avaient aidées à accomplir leur travail plus efficacement ; 88 % avaient appliqué de nouvelles méthodes, de nouveaux outils ou de nouvelles technologies ; 84 % avaient promu des initiatives existantes ou nouvelles ; et 79 % avaient bénéficié d'une amélioration de leurs capacités de leadership.

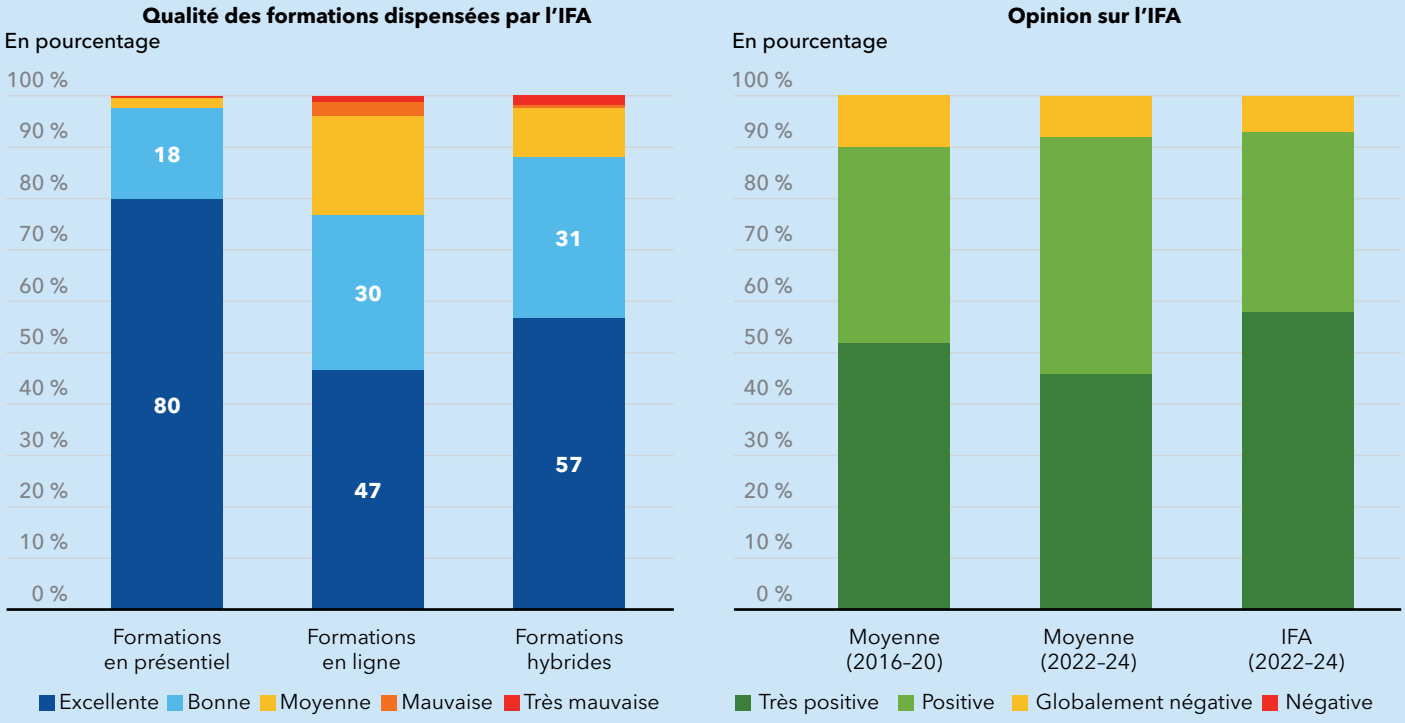
L'IFA continuera d'évaluer l'incidence de ses formations sur les participants. Les indicateurs quantitatifs fournissent certains éléments d'appréciation concernant la portée des activités de formation de l'IFA dans la région, mais il est plus difficile de mesurer le niveau de transfert de connaissances et la mise en pratique des formations dans le cadre professionnel des fonctionnaires ayant participé aux cours. L'IFA étudiera d'autres moyens de renforcer le suivi à l'issue des formations afin de mieux évaluer dans quelle mesure le contenu des formations est mis en application dans le processus décisionnel des pouvoirs publics.

[1] En octobre 2025, l'IFA a réalisé une enquête annuelle auprès des fonctionnaires ayant participé à ses cours entre octobre 2024 et septembre 2025 pour connaître leur avis sur ses activités, l'efficacité de ses formations et sa pertinence. La participation a été forte, avec 366 réponses complètes, soit un taux de réponse de 41 %.

[2] L'enquête de suivi examine les principales dynamiques (modalité, genre, pays fragiles ou touchés par un conflit) et aide à recenser les facteurs contribuant à la mise en application satisfaisante des connaissances et compétences nouvellement acquises. Environ 330 personnes ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse légèrement inférieur à 25 %.

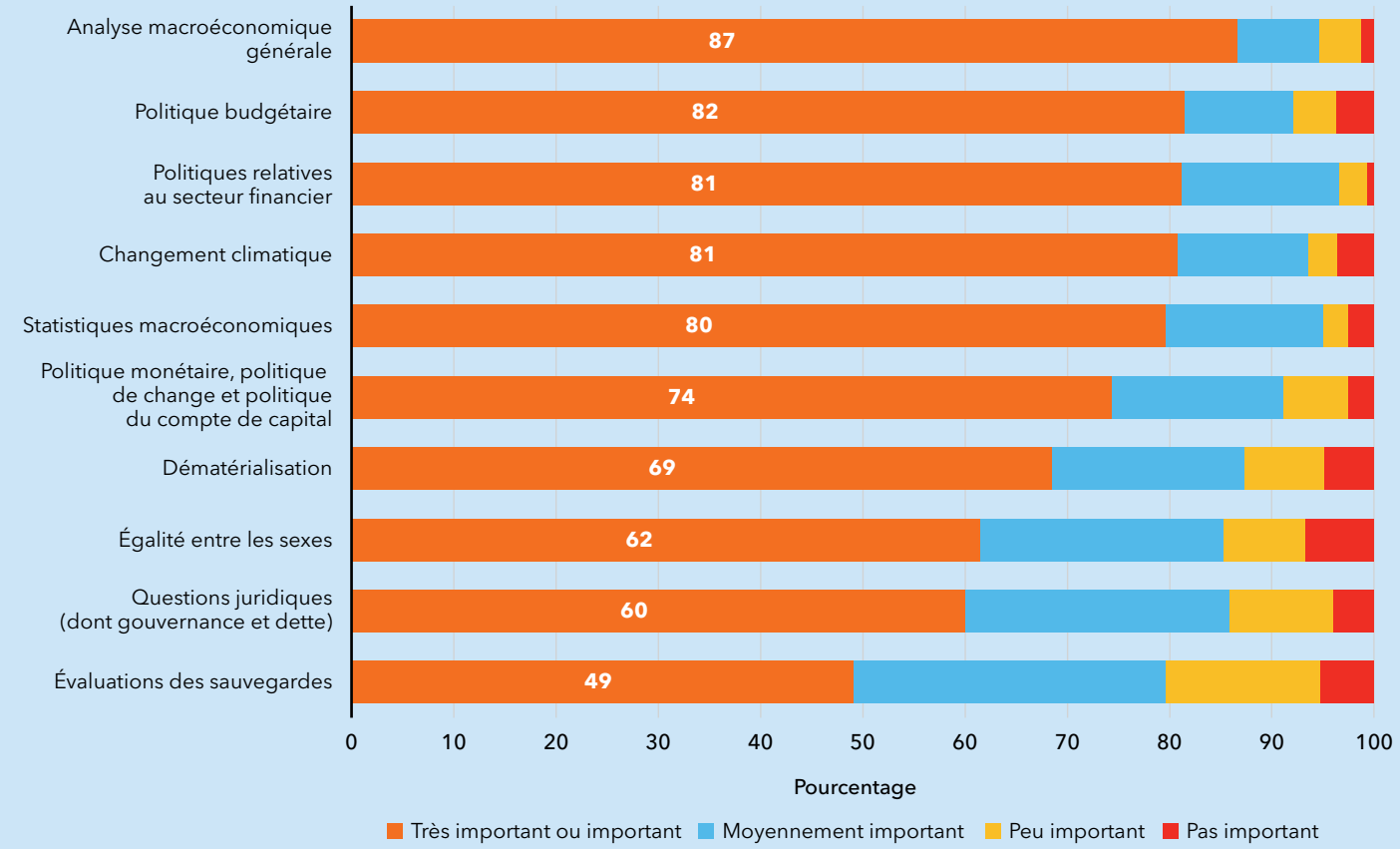
ENCADRÉ 1. (SUITE) DONNÉES CONCERNANT L'INCIDENCE DES FORMATIONS DISPENSÉES PAR L'IFA

GRAPHIQUE 6. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE – NOTE ATTRIBUÉE À LA QUALITÉ DES FORMATIONS EN PRÉSENTIEL, EN LIGNE OU HYBRIDES, ET OPINION DE L'IFA



Sources : enquête annuelle de l'IFA ; enquête de suivi.

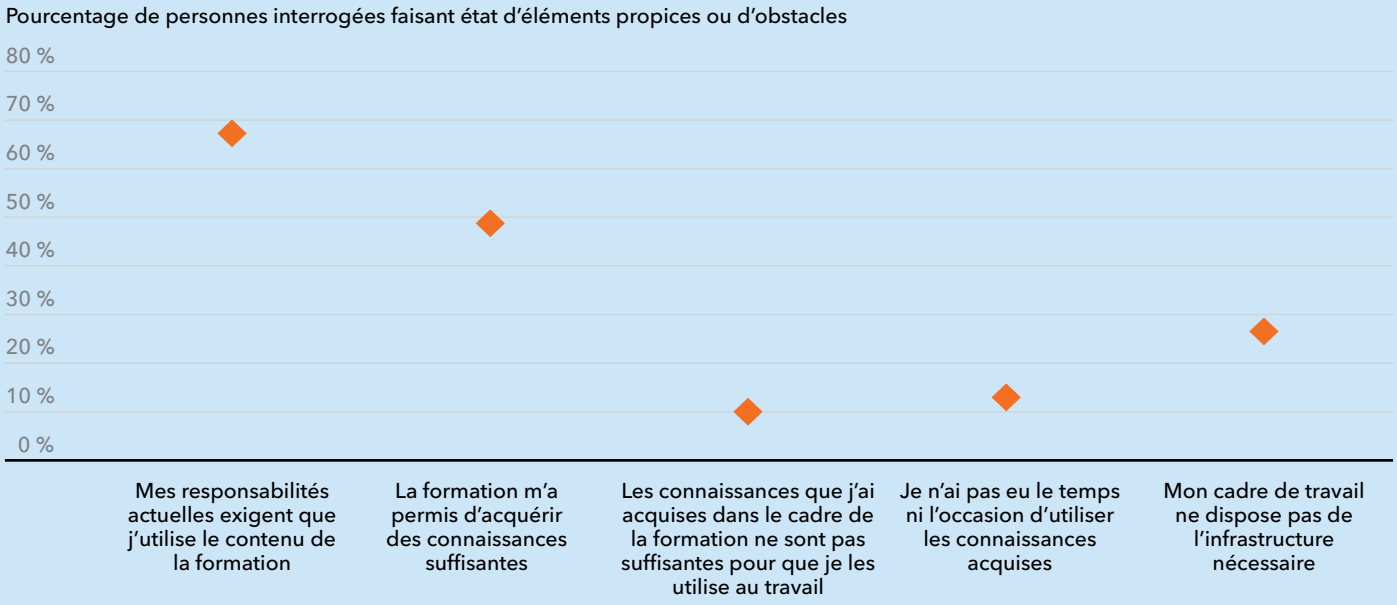
GRAPHIQUE 7. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE – IMPORTANCE DES THÈMES ABORDÉS PAR L'IFA



Source : enquête annuelle de l'IFA.

ENCADRÉ 1. (FIN) DONNÉES CONCERNANT L'INCIDENCE DES FORMATIONS DISPENSÉES PAR L'IFA

GRAPHIQUE 8. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES ACQUISES À L'IFA OU DE LUI FAIRE OBSTACLE



Source : enquête de suivi.

SECTION I

FORMATIONS, SÉMINAIRES ET WEBINAIRES DE L'EXERCICE 2026

SECTION I

A

FORMATIONS, SÉMINAIRES ET WEBINAIRES DE L'EXERCICE 2026

Les formations dispensées par l'IFA ont répondu aux principaux besoins de la région en matière de développement de capacités dans le domaine macroéconomique. Au cours de l'exercice 2026, le programme de formation de l'IFA a associé cours, webinaires et ateliers en vue de renforcer les compétences pratiques dans les principaux domaines macroéconomiques et financiers. Les thèmes abordés, à savoir la politique budgétaire et la mobilisation des recettes, les risques budgétaires liés à la dette, l'analyse monétaire et macroéconomique, la surveillance du secteur financier et le développement des marchés, les systèmes de données et la diffusion des données, la dématérialisation et le climat, correspondaient aux priorités régionales visant à soutenir la croissance dans un contexte marqué par des facteurs de vulnérabilité multiples et imbriqués.

Plein alignement des activités de l'IFA sur les grandes lignes de l'Examen de la stratégie du FMI en matière de développement des capacités. Le programme de travail de l'IFA et les formations dispensées ont été soigneusement alignés sur les principales recommandations de l'Examen de la stratégie du FMI en matière de développement des capacités de 2024. Plus précisément, l'IFA s'est efforcé de hiérarchiser l'allocation de ses ressources limitées afin de se concentrer sur les formations les plus efficaces, tout en intégrant les formations avec les activités d'assistance technique, de surveillance et de prêt du FMI. L'IFA a également expérimenté de nouvelles modalités de formation pour en élargir la portée tout en limitant les coûts (encadré 3) et contribuer à l'examen plus large du programme de formation du FMI. L'IFA a également mis à profit de nouvelles filières d'apprentissage pour tester à titre pilote les formations par cohorte à l'appui de l'assistance technique du FMI, renforçant ainsi l'incidence des formations dispensées. Dans le même temps, l'IFA a joué un rôle très actif dans la collecte de fonds pour améliorer son modèle de financement ; elle a, par exemple, collaboré directement avec l'Union européenne et la JICA pour renforcer sa capacité à dispenser un plus grand nombre de formations et accueillir davantage de participants.



Activité de groupe pendant la composante en présentiel du cours hybride intitulé *Diagnostics macroéconomiques* (du 2 mars au 3 avril 2026)

MACROÉCONOMIE GÉNÉRALE

Le développement des capacités dans le domaine de la macroéconomie générale est resté une priorité, dans un environnement où l'inflation a marqué le pas dans de nombreux pays, mais reste élevée dans une grande partie de la région, alors que les marges de manœuvre extérieures et budgétaires doivent être reconstituées et que l'incertitude demeure forte. Le renforcement des cadres de prévision et d'analyse macroéconomiques favorise

une meilleure crédibilité du calibrage des politiques et de la communication à leur sujet, en particulier dans un contexte où la marge de manœuvre des pouvoirs publics est réduite. Durant l'exercice 2026, l'IFA a dispensé deux cours intitulés *Programmation et politiques financières* qui ont débouché sur d'excellents résultats en matière d'apprentissage et enregistré un taux de satisfaction des participants élevé. Les participants ont indiqué qu'ils avaient considérablement amélioré leurs capacités, que ce soit en matière d'élaboration de cadres macroéconomiques

ENCADRÉ 2. FORMATION PILOTE EN COHORTE PROGRAMMATION ET POLITIQUES FINANCIÈRES – DIAGNOSTICS MACROÉCONOMIQUES À L'APPUI DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FMI

Suivant une approche similaire expérimentée pour la première fois à l'Institut multilatéral de Vienne (IMV), l'IFA a mis en place, durant l'exercice 2026, une approche par cohorte en format hybride avec les cours intitulés *Programmation et politiques financières* et *Diagnostics macroéconomiques.* Ce modèle allie l'apprentissage en présentiel et l'apprentissage en ligne (à la fois en autonomie et synchrone), ce qui permet aux participants d'avancer en groupe dans le programme de ces deux cours. La structure en cohorte favorise l'apprentissage cumulatif, encourageant l'assiduité, une responsabilisation entre pairs, le réseautage et la résolution collaborative de problèmes.

L'une des principales caractéristiques de cette approche réside dans son étroit alignement sur l'assistance technique du FMI : 35 participants (dont 4 lusophones et 31 % de femmes) ont été sélectionnés du fait de leur participation active à des projets d'assistance technique dans le domaine macroéconomique avec le FMI ou de leur futur rôle en tant que contreparties de l'assistance technique. Cette sélection garantit une application immédiate des outils d'analyse dans des contextes réels de formulation de politiques et renforce la boucle de rétroaction entre les formations et l'assistance technique, ce qui, en fin de compte, améliore les compétences en matière d'analyse macroéconomique et d'élaboration des politiques.

Les cours intitulés *Programmation et politiques financières* et *Diagnostics macroéconomiques* comportaient tous deux une phase préparatoire en ligne suivie de séances et d'ateliers intensifs en présentiel. Le retour des participants témoigne d'un niveau élevé de satisfaction, en particulier en ce qui concerne l'orientation pratique des cours, la pertinence des ateliers et l'intérêt des simulations de négociation. Les premières évaluations ont montré que la cohorte possédait des compétences techniques solides, ce qui s'expliquait probablement par le fait que les participants avaient été sélectionnés et ne pouvait accéder au cours que sur invitation. Malgré le niveau élevé des connaissances de base, les participants ont enregistré des gains d'apprentissage importants dans les deux cours. De plus, la participation pleine et entière à la fois aux composantes en ligne et en présentiel, ce qui représentait un investissement en temps considérable, a démontré l'engagement résolu et l'attachement de la cohorte au programme de formation.

Le modèle par cohorte a été reconnu comme un atout majeur, du fait des possibilités d'interaction continue entre pairs, d'apprentissage interinstitutionnel et de collaboration plus étroite qu'il offre. La phase en ligne a assuré une préparation minutieuse, ce qui a permis à la composante en présentiel d'être axée sur la mise en pratique et la résolution de problèmes. Les participants ont indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre immédiatement en pratique leurs nouvelles compétences pour renforcer les cadres macroéconomiques, améliorer les prévisions et l'analyse de scénarios et apporter leur soutien aux équipes-pays du FMI. Nombreux sont ceux qui ont indiqué avoir l'intention de partager les outils de programmation et politiques financières au sein de leur administration d'origine et ont souligné que les interconnexions au sein du secteur macroéconomique avaient gagné en clarté.

La formation par cohorte dispensée à titre pilote a permis de tirer des enseignements précieux et portant sur de nombreux points qui serviront à l'optimisation des futures éditions. Parmi les domaines nécessitant des améliorations figurent la sélection des participants, l'adaptation du contenu des cours et le renforcement de la continuité entre les différents cours, autant d'éléments qui seront intégrés dans la conception des futures offres. Au-delà des avantages programmatiques escomptés décrits ci-dessus, la valeur notable provenant de l'engagement et de la collaboration soutenus entre pairs a été l'un des résultats particulièrement marquants de l'approche par cohorte.



« Ce cours m'a fourni des outils pratiques qui m'ont permis de renforcer ma capacité à analyser avec précision les tendances économiques et les résultats des prévisions dans mon pays, le Ghana. Le fait de faire partie de cette première formation par cohorte sur la programmation et les politiques financières et sur les diagnostics macroéconomiques a particulièrement favorisé l'apprentissage entre pairs et m'a aidé à tisser de véritables liens professionnels, ce qui a considérablement enrichi l'expérience globale. »
Afua S. KORANKYE-ADJEI, Département de la recherche, Banque du Ghana
Programmation et politiques financières/Diagnostics macroéconomiques

cohérents, d'évaluation des facteurs de vulnérabilité ou de soutien au dialogue sur les politiques à mener aux niveaux national et international, comme le confirment leurs gains d'apprentissage et l'évaluation des cours. L'IFA a également intégré le format hybride à l'approche par cohorte mise en place à titre pilote, dans laquelle les mêmes participants ont suivi à la fois le cours intitulé *Programmation et politiques financières* et le cours intitulé *Diagnostics macroéconomiques*. Cette approche avait pour but de mieux aligner la formation dispensée par l'ICD sur les projets d'assistance technique dans la région, tout en renforçant la continuité dans l'évaluation et l'identification des déséquilibres macroéconomiques ainsi que dans l'élaboration de politiques visant à soutenir la viabilité à moyen terme (encadré 2).

QUESTIONS BUDGÉTAIRES

Le renforcement des capacités budgétaires est resté central pendant l'exercice 2026. Cette situation est particulièrement critique dans un contexte où les charges croissantes au titre du service de la dette risquent d'évincer les dépenses de développement prioritaires et où il est nécessaire de mettre en place des cadres budgétaires solides à moyen terme. S'agissant des priorités pour l'action publique, l'accent a été mis sur la mobilisation des recettes intérieures et l'amélioration de l'efficience des dépenses, en s'appuyant sur le renforcement de la gestion des finances publiques. Les formations dispensées par l'IFA sont en parfaite adéquation avec ces besoins. En outre, les formations ont porté sur la gestion des risques budgétaires. Le cours intitulé *Réforme des subventions aux carburants*, dispensé en collaboration avec le département des finances publiques du FMI, a examiné les tendances en matière de dépenses liées aux subventions aux carburants, leur impact, ainsi que les outils permettant de mesurer les subventions et d'évaluer leurs effets sur la redistribution, conformément à l'accent mis plus largement sur la création d'une marge de manœuvre budgétaire par la réduction des dépenses inefficientes et mal ciblées. L'IFA a également dispensé le cours intitulé *Analyse de la politique budgétaire*.



Participants au cours sur l'analyse de la politique budgétaire (16–27 juin 2025)



Ouverture du cours sur la politique fiscale et l'administration de l'impôt par M. Rohit Ramnawaz, directeur général de l'Autorité des recettes de Maurice (17 novembre 2025)



Ouverture du cours sur la viabilité des finances publiques par M. Oskar Benedikt, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles (26 janvier 2026).

Comprenant des ateliers et des études de cas, ce programme pratique portant sur les concepts et outils macrobudgétaires fondamentaux vise à renforcer l'analyse budgétaire quotidienne et à appuyer l'élaboration des politiques. Le cours intitulé *Politique fiscale et administration de l'impôt* a abordé de manière intégrée les questions relatives à la conception de la politique fiscale et à la mise en œuvre de l'administration de l'impôt.

Les formations dispensées par l'IFA ont également porté sur le développement des capacités dans des domaines clés tels que la gestion de la dette et la viabilité des finances publiques. Le cours intitulé *Viabilité des finances publiques* a permis de former des fonctionnaires de 27 pays, dont 9 pays fragiles ou touchés par un conflit, à l'élaboration de projections de la dette publique de qualité et à la réalisation d'analyses pertinentes pour l'élaboration des politiques, telles que le recensement de stratégies d'assainissement des finances publiques viables sur les plans politique et économique. Le cours a été ouvert par M. Oskar Benedikt, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, qui a souligné l'importance de la viabilité des finances publiques et la nécessité d'une coopération pour parvenir à une stabilité et une croissance durables. Les participants ont indiqué un renforcement de leur capacité à éclairer la prise de décisions et à comprendre la dynamique de la dette et ont présenté des analyses approfondies de la dette publique portant sur six pays d'Afrique subsaharienne. Le cours intitulé *Viabilité de la dette publique et restructuration de la dette* portait sur les politiques du FMI en matière de prêt et de dette souveraine, les outils analytiques, les cadres juridiques et les considérations de politique économique qui servent de base à l'analyse de la viabilité de la dette et à la restructuration de la dette souveraine. Le cours a été suivi par 35 participants, dont la moitié venait de pays fragiles ou touchés par un conflit, et s'est avéré particulièrement pertinent compte tenu des préoccupations relatives à la viabilité de la dette dans la région, au regard de la très forte incertitude de l'environnement mondial.



« Cette formation a joué un rôle déterminant pour me permettre de mieux comprendre la dynamique de la dette et les risques budgétaires, ainsi que leur interaction avec les choix en matière d'investissement public. Les méthodes et les outils présentés, en particulier le DDT, permettent d'analyser de manière rigoureuse la trajectoire de la dette publique et, à mon sens, offrent la possibilité d'intégrer pleinement les aspects de la viabilité à prendre en considération dans le cycle de gestion des investissements. »
M. Jo-Delbrin AKUE LENDOYE, chef de division, Commissariat général au Plan, ministère du Plan, du Développement et de l'Aménagement des territoires, Gabon
Viabilité de la dette publique



« La formation "Viabilité de la dette et restructuration de la dette" m'a permis de renforcer considérablement mes compétences en matière de stratégie de la dette publique et de communication des données sur la dette publique. Elle m'a permis de mieux comprendre l'analyse du risque souverain et les enjeux liés à la viabilité de la dette dans les processus décisionnels publics. Les connaissances acquises me seront directement utiles dans le cadre de mes fonctions d'agent chargé de la stratégie et de la communication des données, ainsi que dans le cadre de ma participation aux travaux du comité technique de la dette. »
M. Zoubdou Eldjazair DAFINE, chargé de la dette publique, Direction nationale de la dette publique, ministère des Finances, Comores
Viabilité de la dette publique et restructuration de la dette

En complément de ces formations, l'IFA a organisé plusieurs webinaires axés sur les questions budgétaires. Parmi ceux-ci figuraient le webinaire intitulé *Objectifs de dépenses sociales dans les programmes soutenus par le FMI dans les pays d'Afrique subsaharienne*, dispensé en collaboration avec le département Afrique du FMI, et un webinaire organisé en collaboration avec le département des finances publiques du FMI sur l'édition d'octobre 2025 du Moniteur des finances publiques du FMI intitulé *Dépenser plus intelligemment : des dépenses publiques efficientes et bien réparties peuvent stimuler la croissance économique*. Ces deux événements en ligne ont suscité un vif intérêt dans toute la région, avec respectivement 120 et 270 participants.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU SECTEUR EXTÉRIEUR

Les autorités monétaires de la région ont continué d'évoluer dans un contexte



Cours intitulé « Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire » (1er–12 septembre 2025)

ENCADRÉ 3. COURS DE POLITIQUE MONÉTAIRE : FAIRE FACE AU NOMBRE EXCESSIF DE DEMANDES ET REPOUSSER LES FRONTIÈRES DES FORMATIONS EN LIGNE

L'IFA a testé à titre pilote et transposé ensuite à plus grande échelle une modalité innovante de formation en ligne en format hybride pour son cours intitulé *Politique monétaire*, dans le but d'élargir l'accès à ses formations malgré des contraintes budgétaires strictes, tout en préservant une qualité d'apprentissage élevée.

Après le succès d'un premier projet pilote en anglais pendant l'exercice 2025, qui s'appuyait sur des supports existants soigneusement sélectionnés, une version entièrement bilingue (anglais et français) du cours a ensuite été mise au point sous la direction de l'IFA. Cela a nécessité la préparation de nouveaux modules de cours vidéo en français, la traduction des supports de base, et des adaptations pédagogiques ciblées pour les participants francophones, qui représentaient près des deux tiers des participants.

Alors que traditionnellement, les formations accueillent généralement une trentaine de participants, cette approche a permis de former 73 participants de 29 pays avec la même équipe de 3 formateurs, ce qui témoigne d'un gain d'efficience considérable dans l'utilisation des ressources. Ce format combinait des composantes synchrones (avec l'intervention d'un formateur) et asynchrones (en autonomie), permettant ainsi aux participants de concilier la formation et leurs responsabilités professionnelles tout en maintenant une bonne assiduité.

Le programme a été très bien noté (4,7 pour son utilité) et a enregistré les meilleurs gains d'apprentissage parmi les formations récentes, avec une augmentation moyenne de 30 points de pourcentage. Il est important de noter que 44 % des participants venaient de pays fragiles ou touchés par un conflit, ce qui souligne la capacité de ce format à atteindre à grande échelle les publics prioritaires.

Cette expérience démontre que l'IFA est capable d'innover et de répondre de manière durable à la demande excédentaire en matière de développement des capacités, en alliant extensibilité, flexibilité et gains d'apprentissage solides, tout en renforçant l'appropriation interne des contenus grâce à une production entièrement réalisée en interne. Une formation à distance en format hybride, comme ce cours intitulé *Politique monétaire,* constitue un excellent moyen d'accroître efficacement l'impact et d'élargir l'accès, tout en maintenant les coûts à un niveau peu élevé et en tirant parti des technologies existantes.

Cette approche a également été une source de difficultés (investissement considérable en temps, coordination, capacités de production numérique nécessaires pour mettre au point en interne des supports pédagogiques de qualité). L'IFA a su progressivement faire face à ces contraintes en tirant parti des technologies de production accessibles tout en renforçant la collaboration entre les équipes.



« Cette formation m'a permis d'approfondir ma connaissance des concepts fondamentaux ainsi que des instruments utilisés par les banques centrales pour mettre en œuvre la politique monétaire et influer sur l'activité économique. Les ateliers et les études de cas m'ont permis de comprendre concrètement comment les banques centrales répondent aux chocs économiques. »
Hidaya BINTI IBRAHIM, économiste, département Relations internationales, Recherche et Stabilité monétaire, Banque centrale des Comores
Politique monétaire

difficile. Un ajustement minutieux de l'orientation de la politique monétaire et une coordination avec la politique budgétaire sont toujours des éléments essentiels du maintien de la stabilité macroéconomique et financière. L'IFA a dispensé en mars 2026 un cours en ligne en format hybride intitulé *Politique monétaire* pour appuyer ces efforts. Ce cours faisait un tour d'horizon complet des régimes de politique monétaire, des mécanismes de transmission de la politique monétaire et du rôle de la politique monétaire dans la stabilité macroéconomique (encadré 3). Le cours intitulé *Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire* offrait une formation pratique à l'utilisation de modèles de projection trimestriels pour l'analyse et les prévisions de politique monétaire. La Direction de l'Analyse économique, de la Recherche et des Statistiques de la Banque de Maurice a également été invitée à intervenir dans le cadre du cours, durant lequel elle a présenté le succès remporté dans l'élaboration et l'intégration de ces modèles dans son cadre SPA (système de prévision et d'analyse) dans le contexte d'un projet d'assistance technique appuyé par le FMI. Le cours a obtenu une note de satisfaction exceptionnelle (4,7/5,0), ce qui confirme sa pertinence et consolide son statut parmi les formations phares de l'IFA.



Cours sur le développement des marchés obligataires en monnaie locale (15–19 septembre 2025)

QUESTIONS CONCERNANT LE SECTEUR FINANCIER

Le développement des capacités du secteur financier est resté pertinent sur fond de pressions financières et de facteurs de vulnérabilité en hausse. Compte tenu de la part croissante de la dette intérieure dans l'encours de la dette de l'Afrique subsaharienne, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département juridique du FMI ont dispensé, en collaboration avec la Banque mondiale, un cours intitulé *Développement des marchés obligataires en monnaie locale*. Cette formation portait notamment sur l'utilisation d'un outil diagnostique sur Excel et des échanges entre pairs sur les éléments de base sur lesquels repose le développement de ces marchés. L'IFA a également proposé une formation intitulée *Surveillance du secteur financier* pour aider les autorités nationales à recenser et à évaluer les facteurs de vulnérabilité ainsi que la transmission des difficultés financières.

Le cours phare de l'IFA intitulé Éléments fondamentaux du contrôle bancaire, d'une durée de deux semaines, a réuni 35 fonctionnaires des autorités de contrôle bancaire de toute l'Afrique subsaharienne. Fondé sur les Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace, le programme a été conçu comme une formation intensive au contrôle bancaire, alliant exposés techniques, exercices pratiques, quiz quotidiens en direct et discussions structurées entre pairs de différents pays. Les participants ont travaillé sur des scénarios de contrôle réels, en transposant les normes internationales en approches pratiques adaptées aux réalités du contrôle bancaire en Afrique. La séance de clôture animée par le secrétaire général du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a constitué l'un des moments forts de cette formation.

La transformation numérique continue de redéfinir les systèmes financiers et les politiques publiques. Le développement des capacités dans le domaine des paiements numériques et de la fintech aide les autorités à évaluer les systèmes en constante évolution et à gérer les risques émergents, notamment les écosystèmes de paiement évoluant à vive allure. L'IFA a dispensé le cours intitulé *Évolution du marché de la fintech et implications stratégiques* portant sur des domaines tels que les systèmes de paiement reposant sur les fintech, les cryptoactifs et la finance décentralisée, avec des études



Cours sur la surveillance du secteur financier (6–17 octobre 2025)



« Cette formation m'a permis de bâtir un modèle de projections trimestrielles adapté au contexte macroéconomique du Malawi et de comprendre de façon plus approfondie le SPA ainsi que les objectifs de la politique monétaire. Ces connaissances améliorent la capacité des ministères et des banques centrales à travailler en tandem, en particulier dans des contextes comme l'assainissement des finances publiques. »
M^me^ Thokozire Ella CHILIMA, économiste, département de la planification et du développement économiques, ministère des Finances, Malawi
Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire



« Le programme a été très utile pour l'exercice de mes fonctions de responsable du contrôle du secteur financier, en me permettant d'approfondir mes compétences (identification et suivi des risques financiers, réalisation de tests de résistance et évaluation du risque systémique). »
M. Teodato Bernardo António MUENDHANE, contrôleur des établissements de crédit, département du contrôle prudentiel, Banque du Mozambique, Mozambique
Surveillance du secteur financier



« Cette formation a permis de mieux comprendre les avantages et les risques liés aux marchés obligataires en monnaie locale, ainsi que les conditions nécessaires à leur développement durable. Les enseignements tirés contribueront directement aux discussions en cours dans la région de la CEMAC. »
M^me^ Elisabeth MEKOUDJOU NGANDJON EPSE AJAMEN, analyste, Cellule de règlement et de conservation des titres, Banque des États de l'Afrique centrale, Cameroun
Développement des marchés obligataires en monnaie locale

de cas et des travaux pratiques. L'IFA a également organisé en juillet 2025 un webinaire intitulé *Innovations en matière de paiement numérique en Afrique subsaharienne*, qui a attiré plus de 500 participants et a porté sur différents sujets, notamment l'argent mobile, les systèmes de paiement rapide et l'efficacité des paiements transfrontaliers.



Webinaire sur les innovations en matière de paiement numérique en Afrique subsaharienne (22 juillet 2025)

STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

Des données fiables et en temps réel contribuent de façon décisive à l'efficacité de l'élaboration des politiques et à la transparence. Elles revêtent une importance toute particulière dans des environnements caractérisés par des risques budgétaires, des structures de financement complexes et la nécessité de surveiller les facteurs de vulnérabilité dans les différents secteurs. Le renforcement des capacités statistiques et des normes de diffusion des données favorise la prise de décisions fondée sur des données probantes et la clarté de la communication publique. Les activités de l'IFA pendant l'exercice 2026 ont tenu compte de ces priorités dans le cadre d'une série d'initiatives de développement des capacités axées sur l'innovation en matière de données, la diffusion de l'information, la stabilité financière et les nouveaux besoins stratégiques. L'IFA a coorganisé, avec le département des statistiques du FMI et la Banque africaine de développement, un atelier intitulé *Mégadonnées pour la production de statistiques macroéconomiques*, qui avait pour but de développer des compétences pratiques pour exploiter les mégadonnées et les technologies de pointe au service de l'analyse macroéconomique. L'atelier comportait des séances pratiques consacrées à des applications, telles que les prévisions immédiates du PIB et l'utilisation des techniques d'apprentissage automatique. L'IFA a également collaboré avec la BAfD et le département des statistiques du FMI pour organiser un atelier régional sur l'amélioration de la diffusion des données.



Ouverture du cours intitulé « Mégadonnées pour la production de statistiques macroéconomiques », en collaboration avec la Banque africaine de développement (19–23 mai 2025)

En complément de ces initiatives, l'IFA a dispensé un cours en ligne intitulé *Indicateurs de solidité financière,* qui a réuni 61 participants de 31 pays d'Afrique subsaharienne. Le cours a allié cours magistraux, exercices pratiques et débats interactifs sur l'établissement et l'utilisation des indicateurs de solidité financière (ISF) pour les institutions financières, ainsi que les contreparties (entreprises et ménages), conformément au Guide d'établissement des ISF de 2019 du FMI. La diversité de la cohorte a joué un rôle dans la création d'un environnement propice à l'apprentissage entre pairs, grâce à l'échange de données d'expérience nationales et d'informations relatives aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des ISF.

L'IFA a également répondu à la demande croissante de statistiques climatiques. La JICA a généreusement financé l'atelier intitulé *Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique*, organisé à l'intention des chefs de service et qui a réuni 38 participants de 23 pays d'Afrique, dont des représentants de pays mettant en œuvre des programmes appuyés par la facilité pour la résilience et la durabilité. Cet atelier a mis l'accent sur une approche stratégique pour l'élaboration de programmes

de statistiques sur le climat et l'environnement, soulignant l'importance de la collaboration interinstitutionnelle, des accords de partage des données et de la mise à profit des connaissances spécialisées dans les différentes institutions. La formation a également souligné le rôle d'une communication et d'une diffusion efficaces, ainsi que de l'utilisation d'ensembles de données mondiales qui servent d'estimations préliminaires pour compléter les données nationales.



Cours sur les statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique (26–30 janvier 2026)



« L'atelier a donné un aperçu de l'importance des données climatiques pour l'élaboration des politiques, tout en favorisant les échanges entre pairs dans le cadre de séances de discussion. Les participants se sont également familiarisés avec les programmes de développement des capacités mis en place par le FMI pour appuyer l'établissement de statistiques relatives au changement climatique. »
Neetyanand KOWLESSUR, chef, Centre pour le changement climatique, Banque de Maurice
Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique

POLITIQUES STRUCTURELLES

Les chocs climatiques et les difficultés liées à la transition revêtent une importance croissante sur le plan macroéconomique dans toute la région. Ces chocs entraînent des répercussions sur la croissance, les finances publiques et la stabilité financière. Le renforcement des capacités visant à intégrer les considérations climatiques dans les cadres macroéconomiques et la surveillance financière favorise une planification des politiques et une gestion des risques plus résiliente. En mai 2025, l'IFA a dispensé le cours intitulé *Aspects macroéconomiques du changement climatique*, examinant les effets macroéconomiques et les réponses possibles des pouvoirs publics, notamment le rôle de la gestion verte des finances publiques et du financement de l'action climatique. L'IFA a également proposé un cours intitulé *Le climat dans les cadres macroéconomiques*, fournissant des outils pour intégrer les considérations climatiques dans l'élaboration des politiques et évaluer les risques climatiques et les facteurs de vulnérabilité liés au climat. Plus tard pendant l'exercice 2026, le cours intitulé *Analyse des risques climatiques pour la stabilité financière* a aidé les autorités de contrôle et les responsables publics à renforcer les cadres relatifs aux risques climatiques pour le système bancaire. En outre, l'IFA a organisé un webinaire intitulé *Les applications de la fintech*



Les participants au cours sur les aspects macroéconomiques du changement climatique assistant au webinaire sur les applications de la fintech pour stimuler le financement de l'action climatique (16 mai 2025)



Les participants au cours sur l'analyse des risques climatiques pour la stabilité financière (29 septembre–3 octobre 2025)



« J'ai trouvé la formation extrêmement enrichissante. Elle a permis de lever les ambiguïtés liées aux indicateurs de croissance économique et j'ai pu apprendre à élaborer des stratégies efficaces visant à recenser et à atténuer les obstacles à la participation pleine et entière des différents groupes, ce qui est essentiel pour promouvoir une croissance durable et véritablement inclusive. »

M^me^ Celmira TEIXEIRA DOS SANTOS GOMES BARROSO, experte en budget, Direction du budget, ministère du Plan et des Finances, Sao Tomé-et-Principe
Croissance inclusive



« Grâce aux outils analytiques et aux études de cas présentés, je suis mieux à même d'intégrer les questions climatiques dans l'élaboration des politiques économiques et budgétaires. »

M. Serge Hervé MENDOUGA, économiste, Division de la prévision (Cellule des synthèses macroéconomiques), ministère des Finances, Cameroun
Le climat dans les cadres macroéconomiques

pour stimuler le financement de l'action climatique, qui a attiré 175 participants.

La lutte contre les inégalités entre les sexes demeure essentielle sur le plan macroéconomique dans de nombreux pays. Le renforcement des capacités d'analyse des disparités entre les sexes et d'intégration des questions de genre dans les cadres macroéconomiques favorise une croissance plus inclusive et l'élaboration de politiques durables. Dans ce contexte, l'IFA, en collaboration avec l'AFRITAC Sud, a organisé une formation en présentiel intitulé *Inégalités entre les sexes et macroéconomie*. Dispensé par l'ICD et bénéficiant d'un financement de la part de la JICA, le cours a examiné les incidences macroéconomiques des inégalités entre les sexes, présenté des sources de données ventilées par sexe et outils analytiques clés et évoqué les possibilités offertes dans les domaines des finances publiques, de l'emploi, de la finance et de la législation. Une représentante d'ONU-Femmes a été invitée à intervenir sur le thème de l'économie du soin dans le cadre du programme, qui comportait également une séance

consacrée aux réformes juridiques permettant de promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Le développement des capacités lié à l'égalité des sexes a aussi été promu dans le cadre d'un webinaire intitulé *Politique fiscale et politique de dépenses pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes*, consacré aux manières de concevoir les politiques budgétaires qui peuvent améliorer les résultats en matière d'égalité des sexes tout en soutenant les objectifs macroéconomiques. Cet événement a été organisé conjointement avec les centres de développement des capacités du FMI au Moyen-Orient (METAC) et en Asie du Sud (SARTTAC), permettant ainsi un apprentissage entre régions.



Webinaire sur la politique fiscale et la politique de dépenses pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes (11 juin 2025)

SECTION I

B AUTRES ÉVÉNEMENTS

WEBINAIRES ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

Parallèlement à des formations structurées, l'IFA a mis à profit des webinaires en ligne pour favoriser un dialogue en temps opportun sur les évolutions régionales et mondiales. Outre les initiatives mentionnées ci-dessus, en juin 2025, l'IFA a collaboré avec le département Afrique et le département des études du FMI à l'organisation de webinaires consacrés à l'édition d'avril 2025 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* : *Une reprise interrompue*, ainsi qu'à l'édition d'avril 2025 des *Perspectives économiques mondiales* intitulée *Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques*. L'IFA a en outre organisé des échanges en lien avec les *Perspectives économiques régionales sur les tendances et la fragilité de la dette,* ainsi qu'un webinaire consacré à l'édition d'octobre 2025 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Tenir bon en novembre 2025*. L'IFA a repris sa série de webinaires de recherches entre pairs en 2026 avec un webinaire sur l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle dans l'analyse macroéconomique (encadré 4).



Webinaire consacré à l'édition d'avril 2025 des Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne (24 juin 2025)



Webinaire consacré à l'édition d'octobre 2025 des Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne (25 novembre 2025)

ENCADRÉ 4. SÉRIE DE WEBINAIRES DE RECHERCHES ENTRE PAIRS – APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR L'ANALYSE MACROÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'IFA, en collaboration avec l'ICD et le département Afrique du FMI, a organisé un webinaire sur l'utilisation de l'apprentissage automatique et de l'intelligence artificielle dans l'analyse macroéconomique. Cet événement a réuni des experts et des professionnels de toute l'Afrique subsaharienne afin de mettre en commun des données d'expérience nationales et de favoriser l'échange de connaissances.

Les exposés du Ghana, du Nigéria et de Madagascar ont mis en avant des applications innovantes des techniques d'apprentissage automatique pour la mesure de l'inflation et les prévisions immédiates du PIB lorsque les données sont limitées. Ces études de cas ont mis en lumière des stratégies concrètes permettant de remédier à l'insuffisance des données en tirant parti d'innovations méthodologiques et de sources de données de substitution.

Les discussions ont souligné l'importance croissante de l'apprentissage automatique et des outils fondés sur l'IA dans les prévisions macroéconomiques, tout en mettant aussi en lumière les principales difficultés rencontrées, notamment la qualité des données et la nécessité de trouver un juste équilibre entre la performance prédictive et une interprétation économique rigoureuse.

En offrant aux participants un cadre leur permettant de présenter leurs travaux et de recueillir les observations de leurs pairs et d'experts, le webinaire a renforcé les capacités analytiques régionales et favorisé l'adoption d'approches innovantes en matière d'analyse macroéconomique et d'élaboration des politiques. Cet événement a attiré environ 200 participants de toute la région et suscité un vif intérêt, donnant lieu à des débats riches et stimulants.

Le vif intérêt suscité par ce webinaire a fait ressortir la demande croissante, dans toute la région, d'applications pratiques de l'apprentissage automatique et de l'IA dans le domaine de l'analyse macroéconomique. Mettant à profit cette dynamique, l'IFA prévoit de proposer, pendant le prochain exercice, un programme de formation par cohorte sur les prévisions immédiates et les prévisions à moyen terme, ainsi qu'un webinaire consacré aux applications de l'IA dans l'analyse des politiques économiques.



Webinaire de recherches entre pairs sur les prévisions immédiates et les prévisions à moyen terme en Afrique subsaharienne (28 avril 2026)

RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION

Le comité d'orientation de l'IFA s'est réuni à Antananarivo (Madagascar), le 1er juillet 2025. M. Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances de Madagascar, a présidé l'événement. Les membres du comité d'orientation ont reconnu que les activités de formation et de développement des capacités menées par l'IFA en Afrique subsaharienne avaient des retombées majeures et qu'elles gardaient toute leur pertinence, et ont réaffirmé leur soutien sans faille à la mission de l'IFA. Ils ont salué les résultats des activités de l'exercice 2025 et ont approuvé le programme de travail proposé pour l'exercice 2026, qui reflétait un équilibre fragile entre les contraintes budgétaires et la demande croissante de formations en présentiel pour divers domaines fondamentaux et thèmes stratégiques. Le comité d'orientation a exprimé son soutien aux efforts déployés par l'IFA pour innover constamment en matière de modes de prestation des formations et d'élaboration des programmes, et s'est félicité de la réunion des directeurs de formation.

Lors de la réunion du comité d'orientation, des exposés ont été présentés sur l'orientation stratégique de l'IFA et sa collaboration avec ses partenaires, et des tables rondes ont été organisées sur des questions relatives aux secteurs monétaire et financier et sur les priorités en matière de développement des capacités dans la région. En outre, les membres ont reçu les dernières informations en date sur les locaux de l'IFA et le projet de déménagement. Ils ont aussi été informés des perspectives à moyen terme du FMI pour la réforme du développement des capacités et des formations. Les membres du comité d'orientation ont réaffirmé l'importance de combler le déficit de financement de la phase III de l'IFA et d'effectuer les paiements annuels en temps voulu. Ils ont salué les efforts visant à diversifier les sources de financement et à renforcer la collaboration avec les partenaires de développement et les pays membres.







RÉUNION DES DIRECTEURS DE FORMATION

La première réunion des directeurs de formation de l'IFA s'est tenue en ligne le 18 juin 2025. Elle a rassemblé des représentants de 23 pays d'Afrique subsaharienne et permis à l'IFA de collaborer étroitement avec la communauté des directeurs de formation de la région, en recueillant leurs observations sur l'incidence et la pertinence des formations dispensées par l'IFA. Les discussions ont mis l'accent sur le programme de travail de l'IFA et sur les moyens d'accroître son efficacité et son incidence. La réunion a également donné l'occasion de débattre des résultats de l'enquête menée par l'IFA auprès des directeurs de formation fin 2024. Le compte rendu de cette réunion a servi de base aux délibérations d'une table ronde organisée à l'occasion de la réunion annuelle du comité d'orientation tenue à Madagascar. Les directeurs de formation ont salué la collaboration concernant les priorités en matière de développement des capacités, les résultats des enquêtes menées auprès d'eux et des fonctionnaires ayant participé aux cours de l'IFA, ainsi que les nouveautés sur les parcours d'apprentissage indicatifs et ont suggéré que ce travail de collaboration ait lieu chaque année.

ECOGOVA – RÉUNION ANNUELLE DE COORDINATION

La seconde réunion annuelle de coordination du partenariat régional avec l'Union européenne sur le thème *Améliorer la gouvernance économique en Afrique subsaharienne* (ECOGOVA) s'est tenue le 30 janvier 2026 à Maurice. Cet accord porte sur l'ensemble des activités des AFRITAC et de l'IFA, de mai 2023 à avril 2028. La réunion avait pour thème central l'alignement stratégique entre les travaux du FMI et l'initiative « Global Gateway » de l'UE pendant l'exercice 2025 (mai 2024–avril 2025). Le chef de la coopération de l'UE a pris note de l'amélioration notable du partage d'informations au cours des deux dernières années, qui a permis de renforcer la coopération et d'intensifier le dialogue, notamment avec les délégations de l'UE.



Seconde réunion annuelle de coordination de l'ECOGOVA (30 janvier 2026)

SECTION I

C

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES

Pendant l'exercice 2026, l'IFA a continué, comme par le passé, de collaborer avec d'autres organisations. À la demande de la SADC, l'IFA a organisé en novembre 2025 un cours de remise à niveau intitulé *Surveillance macroéconomique* pour appuyer le processus d'examen par les pairs de la SADC, permettant ainsi aux équipes de travailler directement sur les données transmises par les pays examinés. Le représentant résident du FMI en Afrique du Sud est intervenu, en qualité d'invité, et a partagé ses réflexions sur la surveillance exercée par le FMI. Ce programme a réuni 36 professionnels participant au processus d'examen de la SADC et a donné lieu à des exercices de diagnostic pratiques s'appuyant sur des études de cas portant sur des pays de la SADC, que les participants ont appréciés pour leur pertinence et leur transposabilité aux évaluations à venir.

En décembre 2025, en collaboration avec la BAfD, l'IFA a organisé un atelier régional sur l'amélioration de la diffusion des données. La formation était axée sur l'Échange de données et de métadonnées statistiques et la plateforme de données ouverte 2.0 et comportait des séances innovantes portant sur les données prêtes pour l'IA et la modélisation multidimensionnelle. Des échanges très interactifs, des activités pratiques et la modélisation de données en temps réel ont contribué à un dialogue enthousiaste, en particulier lorsque les intervenants ont présenté des données d'expérience régionales.

En collaboration avec le Bureau britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement et le ministère des Finances et du Développement économique de Maurice, l'IFA a dispensé un cours sur la viabilité de la dette. L'IFA a également accueilli dans ses locaux un atelier intitulé *Analyse de viabilité de la dette*, dispensé par le Public Finance Resource Centre du Royaume-Uni, en coordination avec le ministère des Finances et du Développement économique de Maurice. Cet événement a aidé le pays à renforcer ses capacités d'analyse en matière d'évaluation de la dette et de dialogue sur les politiques.

L'IFA a encore renforcé son rôle mobilisateur. En partenariat avec le Centre



Participants au cours sur l'amélioration de la diffusion des données organisée en collaboration avec la BAfD (15 décembre 2025)

d'excellence régional de Maurice (RCE), la Banque de Maurice (BOM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'IFA a organisé une table ronde de haut niveau sur le développement des marchés financiers. Marquant la présentation officielle du Rapport 2025 de l'OCDE sur les marchés de capitaux en Afrique, cet événement a réuni de hauts responsables politiques d'Afrique et des pays membres de l'OCDE afin d'échanger leurs points de vue sur l'expansion des marchés de capitaux.



Discours de M^me^ Priscilla Muthoora Thakoor, gouverneure de la Banque de Maurice, à l'occasion de la table ronde RCE–BOM-OCDE sur le secteur bancaire et les marchés de capitaux en Afrique, organisée par l'IFA (3 novembre 2025)

L'IFA a encore renforcé les capacités du secteur financier régional en nouant un partenariat avec le Conseil islamique des services financiers. En avril 2026, les deux institutions ont organisé conjointement un atelier régional de cinq jours consacré aux *Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace* (principes fondamentaux de Bâle) et aux *Principes fondamentaux pour la réglementation de la finance islamique du Conseil islamique des services financiers* (principes fondamentaux du Conseil islamique des services financiers). Dispensé par des experts du Conseil islamique des services financiers, l'atelier a réuni des fonctionnaires des banques centrales et des autorités de réglementation du secteur financier de toute l'Afrique subsaharienne. Il a mis l'accent sur le renforcement des capacités des participants à appliquer les principes fondamentaux de Bâle et les principes fondamentaux du Conseil islamique des services financiers pour la réglementation et la supervision de la finance islamique. Le chef de mission adjoint de l'ambassade du Royaume d'Arabie saoudite a assisté à la séance d'ouverture, ce qui témoigne du soutien constant apporté par le pays au développement des capacités en Afrique subsaharienne, notamment à travers son financement de l'IFA.



Table ronde RCE-BOM-OCDE sur le secteur bancaire et les marchés de capitaux en Afrique (3 novembre 2025)

SECTION I

D

FONCTIONNEMENT OPÉRATIONNEL ET GOUVERNANCE

Déménagement. L'IFA prévoit de déménager dans de nouveaux locaux pendant l'exercice 2027. Le pays hôte, Maurice, a généreusement alloué 3 millions de dollars pour couvrir les frais ponctuels de conception et d'aménagement. Les nouveaux locaux seront conformes aux normes applicables aux centres de formation du FMI à l'échelle mondiale et permettront à l'IFA de proposer un apprentissage en présentiel et en ligne de qualité à un plus grand nombre de participants, afin de répondre à la forte demande concernant les services de l'Institut.

Services de l'IFA. L'équipe de formation de l'IFA a été renforcée par le recrutement de deux nouveaux conseillers résidents, l'un vient du Centre d'assistance technique et financière du Pacifique du FMI et l'autre du ministère français des Finances. Leur vaste expérience professionnelle et universitaire a contribué à la qualité des cours et à la collaboration avec les autorités nationales participant aux formations de l'IFA. L'IFA tient à remercier les deux conseillers résidents sortants pour leur engagement et les services rendus à ses pays membres.



Ouverture du cours du Conseil islamique des services financiers en présence de M. Alnefiy, chef de mission adjoint de l'ambassade du Royaume d'Arabie saoudite auprès de la République de Maurice (20 avril 2026)

SECTION II

ACTIVITÉS PROGRAMMÉES POUR L'EXERCICE 2027

SECTION II

A

FORMATIONS PROPOSÉES POUR L'EXERCICE 2027

Le programme de travail pour l'exercice 2027 continuera d'être guidé par les priorités des pays en matière de formation et les synergies avec l'ensemble des activités du FMI dans la région. Les chocs mondiaux ont ralenti la reprise. Le développement des capacités est de ce fait essentiel pour aider les pays membres à faire face à des problèmes, comme la hausse des prix du pétrole, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la gestion des superbénéfices. Il est impératif d'accélérer les réformes, de s'attaquer aux risques budgétaires et aux risques liés à la dette, de développer le commerce régional et de tirer parti des outils numériques, et l'IFA apportera son soutien dans ces domaines. Le programme de travail pour l'exercice 2027 est équilibré entre les différents domaines de compétences essentiels du FMI : la majeure partie des formations porte sur les politiques du secteur financier, l'analyse macroéconomique générale, la croissance inclusive et les politiques structurelles, la politique budgétaire et les statistiques macroéconomiques ; des thèmes plus spécialisés (politique monétaire, politique de change et politique du compte de capital, questions juridiques, etc.) viennent compléter le programme. Le nombre total de cours devrait passer de 31 à 33 pendant l'exercice 2027. La plupart seront dispensés en présentiel, mais des offres ciblées hybrides ou en ligne seront proposées en complément. Des webinaires thématiques viendront compléter le programme de formation et élargir l'offre de l'IFA en vue d'inclure des présentations sur l'intelligence artificielle, les dernières études du FMI et d'autres thèmes de politique générale pertinents du point de vue macroéconomique présentant un intérêt pour les membres de l'IFA en Afrique subsaharienne. Compte tenu des risques géopolitiques élevés à l'échelle mondiale et de la hausse des coûts de transport due à l'augmentation des prix de l'énergie, l'IFA continuera à rationaliser l'utilisation de ses ressources et à mettre en œuvre des mesures d'optimisation des coûts afin de mener à bien ses activités de formation dans le cadre d'une enveloppe budgétaire limitée.

MACROÉCONOMIE GÉNÉRALE

La formation à la macroéconomie générale restera au cœur de l'offre de l'IFA. Elle aide les fonctionnaires à mettre en place des cadres macroéconomiques cohérents et à renforcer l'analyse aux fins de la conception des politiques. Pendant l'exercice 2027, le programme de travail proposera des cours sur l'intégration régionale et la politique de change, ainsi que des cours visant à renforcer le suivi, les prévisions et la communication à court terme. Parmi les formations prévues figurent les cours intitulés *Aspects économiques de l'intégration régionale, Politique de change, Diagnostics macroéconomiques* et *Programmation et politiques financières* (proposé à deux reprises, dont une fois au format hybride). L'IFA proposera également pour la première fois le cours intitulé *Communication relative à la politique macroéconomique*, récemment élaboré par l'ICD en vue de dispenser une formation pratique sur tous les aspects d'une communication transparente et efficace en matière de politique économique. Le partenariat avec la SADC concernant le cours de remise à niveau intitulé *Surveillance macroéconomique* devrait se poursuivre, et une nouvelle formation par cohorte portant sur les thèmes *Prévisions immédiates* et *Analyse et prévisions macroéconomiques*, spécialement conçue pour appuyer l'assistance technique du FMI, sera probablement proposée à certains pays.

QUESTIONS BUDGÉTAIRES

Les questions budgétaires continuent à occuper une place centrale dans la demande de développement des capacités au niveau régional. Elles témoignent de la nécessité de renforcer les cadres et les politiques budgétaires, d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures et de gérer les facteurs de vulnérabilité liés à la dette. Le programme pour l'exercice 2027 comporte donc des cours de base sur les questions budgétaires

et des formations axées sur la dette, qui appuient la stratégie budgétaire, l'analyse de la viabilité et les capacités de mise en œuvre. Parmi les activités prévues figure un cours intitulé *Cadres budgétaires* et *analyse des politiques budgétaires*, ainsi qu'un cours axé sur les recettes intitulé *Politique et administration fiscales : principes et pratiques*. Les formations ayant trait à la dette occuperont également une place prépondérante via les cours intitulés *Gestion de la dette, Communication des données sur la dette, Relations avec les investisseurs, Cadre relatif au risque souverain et à la viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés* et *Viabilité de la dette publique et Restructuration de la dette*.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU SECTEUR EXTÉRIEUR ET QUESTIONS CONCERNANT LE SECTEUR FINANCIER

L'IFA continuera de dispenser une série de cours sur la politique monétaire et la politique du secteur financier. Ces initiatives répondent à la demande des banques centrales et des organismes du secteur financier, ainsi qu'au besoin constant de renforcer les cadres de stabilité financière et les capacités de mise en œuvre des politiques. Le programme pour l'exercice 2027 comporte des formations sur les questions émergentes et les principales questions concernant le secteur financier : *Gestion de trésorerie et gestion de la dette* (formation dispensée conjointement par le département des finances publiques et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI), *Monnaies numériques de banque centrale*, *Surveillance du secteur financier* et *Développement financier et inclusion financière* (format hybride prévu). Les cours suivants, notamment, appuieront les opérations des banques centrales, la stabilité financière et la préparation aux crises : *Politique monétaire* (prévu au format hybride à distance), organisé conjointement avec le Centre d'études économiques et financières pour le Moyen-Orient, *Éléments fondamentaux du contrôle bancaire* et *Restructuration et résolution bancaires*.

STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

Les formations en statistiques continueront de soutenir la production et l'utilisation de données macroéconomiques et financières en temps opportun et de qualité pour la formulation de la politique économique. Le programme pour l'exercice 2027 comporte des cours qui renforcent les normes statistiques et les capacités en matière d'établissement de données, ainsi que des formations répondant à l'évolution des besoins en matière de mesure liés à la dématérialisation et au suivi des risques. Parmi les activités prévues figurent les cours suivants : *Principales modifications apportées au Système de comptabilité nationale 2025* (en ligne), *Mégadonnées pour la production de statistiques macroéconomiques*, *Atelier d'analyse bilancielle* et *Prise en compte de la transition numérique dans les statistiques du secteur financier*.

POLITIQUES STRUCTURELLES

Les formations sur la croissance inclusive et les problèmes structurels demeureront une composante importante du programme pour l'exercice 2027. Parmi les activités prévues figurent les cours intitulés *Croissance inclusive, Le climat dans les cadres macroéconomiques* (format hybride) et *Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles* (format hybride). Le programme comportera également un cours animé par le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI et intitulé *Optimiser la croissance et la résilience grâce à l'analyse distributive et aux politiques fondées sur des données factuelles*. Il aura pour but de renforcer l'analyse pertinente pour la formulation de la politique économique à l'appui de stratégies de croissance inclusive et résiliente.

CADRES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS

Le programme de travail pour l'exercice 2027 comporte des formations visant à soutenir les réformes des cadres juridiques et des institutions de gouvernance. Parmi les activités prévues figurent les cours intitulés *Lutte contre la corruption revêtant un caractère critique sur le plan macroéconomique* et *Dette publique : droit et contrats*. Ils sont tous deux dispensés par le département juridique du FMI et viendront compléter le programme plus large en matière de stabilité budgétaire et financière en renforçant les fondements juridiques nécessaires à la mise en œuvre des réformes et à la préparation aux crises.

SECTION II

B AUTRES ÉVÉNEMENTS ET COLLABORATIONS

WEBINAIRES ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

L'Institut continuera de compléter son offre de cours par d'autres événements, notamment des webinaires et des sessions de sensibilisation, afin de toucher un public plus large tout en utilisant ses ressources de manière efficiente. L'IFA continuera aussi de créer des possibilités d'étudier les chapitres analytiques et les enseignements clés tirés des principales publications du FMI avec leurs auteurs et les décideurs concernés. Ces webinaires, ouverts au public, mettent l'accent sur des problématiques pertinentes pour la région et complètent les principaux thèmes abordés dans le cadre du programme de formation. Les chapitres analytiques des *Perspectives économiques régionales* et des *Perspectives de l'économie mondiale* seront examinés avec leurs auteurs, des spécialistes et des professionnels.

RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION



La 13e réunion du comité d'orientation de l'IFA s'est tenue le 12 juin 2026 sous la présidence d'Alousséni Sanou, ministre de l'Économie et des Finances du Mali. Organisée en ligne, elle a rassemblé 40 participants représentant 17 pays membres ainsi que des partenaires de développement et des organismes régionaux compétents. Le comité d'orientation a reconnu les retombées majeures des formations de l'IFA pour la région et réaffirmé son soutien sans faille à la mission de l'Institut. Les membres ont salué les résultats des activités de l'exercice 2026 et ont approuvé le programme de travail proposé pour l'exercice 2027. Le comité d'orientation a



également approuvé une augmentation de 2 millions de dollars du budget de la phase III sur la base de l'estimation des frais de déménagement des bureaux.

Lors de la réunion du comité d'orientation, des exposés ont été consacrés à la stratégie de développement des capacités du FMI pour la région, ainsi qu'aux priorités de l'IFA et à ses collaborations avec les partenaires du développement dans ce domaine. En outre, les membres ont pris connaissance avec satisfaction des dernières informations en date sur les locaux de l'IFA et le projet de déménagement, d'une présentation des résultats de l'enquête de l'IFA et de l'ICD sur les retombées des activités de formation de l'IFA, ainsi que d'un point récapitulatif sur le budget et les charges financières.

RÉUNION DES DIRECTEURS DE FORMATION

Dialogue avec les principales parties prenantes. L'IFA prévoit d'interagir avec les directeurs de formation et les bailleurs de fonds des institutions partenaires de la région subsaharienne en mai 2026 en vue de renforcer la coordination des activités de formation (processus de nomination, sélection des participants et possibilités de parcours d'apprentissage, notamment) et d'améliorer le suivi et l'évaluation des résultats après les formations. Les enseignements tirés de ces réunions seront communiqués à la réunion du comité d'orientation et serviront de base à la conception des futurs programmes de travail de l'IFA.

COLLABORATIONS

L'IFA continuera de nouer activement des partenariats avec les AFRITAC, d'autres centres régionaux de formation et d'autres partenaires, au sein et à l'extérieur du FMI. La coordination avec les organismes régionaux compétents se poursuivra. L'IFA continuera également de collaborer étroitement à des activités de développement des capacités avec ses partenaires bailleurs de fonds et les autres parties prenantes concernées.

Adaptation et expérimentation. L'IFA continuera de rechercher des possibilités d'adapter son offre de formations pour répondre aux besoins de ses pays membres, par exemple en visant les hauts fonctionnaires, en tirant parti des parcours d'apprentissage, en organisant des formations au niveau régional et en panachant les modes de formation.

SECTION III

BUDGET ET COLLECTE DE FONDS

SECTION III

A

Près des trois quarts du budget pour l'exercice 2026 ont été exécutés. Le budget de fonctionnement pour l'exercice 2026 s'élevait à 9,4 millions de dollars, dont 8,0 millions étaient destinés au fonctionnement opérationnel de l'IFA et aux formations qu'il dispense, et 1,4 million aux frais de déménagement des bureaux. La sous-utilisation du budget consacré au fonctionnement opérationnel et aux formations est principalement due aux retards pris par le projet de déménagement des bureaux, au report de deux cours prévus dans le programme de travail initial à l'exercice 2027 (l'un pour des raisons de financement et l'autre du fait de la perturbation des déplacements au Moyen-Orient), au partage des coûts de trois cours avec l'AFRITAC Est et l'AFRITAC Sud, à la poursuite de la mise en œuvre des mesures d'optimisation des coûts destinées à réduire les coûts opérationnels et au soutien financier supplémentaire du FMI. Le calendrier du projet de déménagement des bureaux a été prolongé jusqu'à l'exercice 2027, avec une révision du coût total estimé pour l'IFA et l'AFRITAC Sud, maintenant fixé à 4,9 millions de dollars. Cela s'explique principalement par la nécessité de procéder à une vérification plus approfondie et à une évaluation plus précise des coûts des matériaux et équipements nécessaires à l'aménagement, ainsi que par l'allongement des délais d'approvisionnement et d'expédition, ce qui a entraîné le report du budget de déménagement sur l'exercice 2027.

Budget proposé pour l'exercice 2027. Compte tenu de la structure actuelle des dépenses, des demandes des pays, de la trésorerie disponible, des risques d'augmentation des coûts des voyages et des transports, ainsi que des contributions attendues, le budget proposé pour l'exercice 2027 s'élève à 12,3 millions de dollars (tableau 1). Ce montant comprend la contribution du FMI à l'IFA et permettra une légère augmentation du volume des cours par rapport à l'exercice 2026, tout en conservant la grande majorité des formations en présentiel. La hausse du budget est principalement due à la nouvelle estimation du coût du projet de déménagement des bureaux, figurant dans le budget de l'exercice 2027 et tenant compte du nouveau calendrier du projet. L'IFA mobilisera en outre des financements provenant d'autres fonds fiduciaires du FMI, dont le Partenariat mondial pour les finances publiques, la facilité de gestion de la dette et le fonds « Données pour décider », et cherchera à obtenir un soutien généreux de la part d'autres partenaires, tels que le Centre de développement des capacités Chine–FMI et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). D'autres formations seront dispensées conjointement avec d'autres partenaires, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, afin d'optimiser l'utilisation de ressources limitées.

SECTION III

B PARTENARIATS ET COLLECTE DE FONDS

Des bailleurs de fonds engagés. Il manque encore 8,9 millions de dollars pour financer intégralement le budget sur la période quinquennale (exercices 2025–29) de la phase III et maintenir le nombre de formations dispensées à la hauteur de la demande des pays membres (tableau 2). Les activités de l'IFA reposent sur le soutien généreux de son pays hôte, Maurice, représenté par le ministère des Finances, qui contribue à hauteur de 44 % aux ressources du budget de la phase III de l'IFA, y compris 2 millions de dollars supplémentaires pour le déménagement des bureaux de l'IFA (et de l'AFRITAC Sud). L'IFA souhaite chaleureusement la bienvenue à la Norvège comme nouveau partenaire généreux. La Norvège a accepté d'élargir son partenariat avec les centres de régionaux de développement des capacités (CRDC) en Afrique subsaharienne, dont l'IFA, au titre d'un nouvel accord stratégique intitulé « Promouvoir les opportunités communes pour un développement résilient » visant à soutenir le développement des capacités du FMI. L'Union européenne est depuis de nombreuses années un partenaire fidèle du FMI en Afrique subsaharienne. Ils ont scellé leur partenariat solide via l'accord ECOGOVA, qui apporte également son soutien à l'IFA. Le transfert du solde de la phase II vers la phase III est désormais achevé. L'IFA est également très reconnaissant du soutien apporté par ses pays membres. Avec la signature d'accords par le Mozambique et la Zambie pendant l'exercice 2026, nous avons obtenu des engagements financiers de la part de 13 pays membres, ce qui témoigne d'une forte adhésion aux services proposés par l'IFA et de la grande valeur qui leur est accordée.

Poursuite de la collecte de fonds. Il est essentiel d'obtenir des financements supplémentaires auprès des partenaires bailleurs de fonds et des pays membres pour renforcer la viabilité opérationnelle du Centre. En collaboration avec l'Institut du FMI pour le développement des capacités, l'IFA continuera d'étudier la possibilité de nouer des partenariats avec les bailleurs de fonds existants et de nouveaux partenaires potentiels d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie, dont les intérêts correspondent à la mission et au mandat de l'IFA. Les contributions des pays membres d'Afrique subsaharienne restent une source essentielle de financement, tout comme la capacité de l'IFA à puiser dans d'autres fonds de l'architecture des fonds fiduciaires du FMI. Les initiatives proactives de sensibilisation, de communication, de visibilité des bailleurs de fonds et de collecte de fonds se poursuivront tout au long de l'exercice 2027. En cas de financement insuffisant, le coût d'opportunité se traduira par une offre de programmes d'études considérablement réduite pendant l'exercice 2028, afin d'atténuer le déficit de financement durant l'exercice 2029.

TABLEAU 1. PROJECTIONS BUDGÉTAIRES DE L'IFA AU 30 AVRIL 2026

(En milliers de dollars)

Projet	Synthèse de la phase			Exercice 2026			Exercice 2027
	Budget-programme	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges[2]	Taux d'exécution (%)	Budget de fonctionnement[1]
Projet de formation	27 489	27 018	8 645	5 618	4 734	84 %	6 698
Gouvernance et évaluation (conseiller en GAR/appui technique compris)	400	368	10	19	10	51 %	15
Projet administratif	7 036	5 877	1 643	1 535	926	60 %	1 100
Projet de déménagement	-	3 739	372	1 223	372	30 %	3 367
Sous-total	34 925	37 002	10 670	8 394	6 041	72 %	11 180
Gestion de fonds fiduciaires	2 445	2 590	747	588	423		783
Total	**37 369**	**39 593**	**11 416**	**8 981**	**6 464**	**72 %**	**11 963**
Charges du FMI	1 919	1 788	690	372	369	99 %	302
Pays hôte en nature	-	-	-	-	-	-	-
Total	**39 288**	**41 381**	**12 106**	**9 354**	**6 833**	**73 %**	**12 265**

[1]Les budgets des exercices à venir sont donnés à titre indicatif.
[2]L'IFA a aussi bénéficié du soutien généreux d'autres sources de financement (ressources internes du FMI, Centre de développement des capacités Chine-FMI et Agence japonaise de coopération internationale). Les activités financées par ces sources n'apparaissent pas ici.

TABLEAU 2. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2026

(En millions de dollars)

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature[1]	Devise	Montant	Dollars	Devise de l'accord	Dollars	Demande	Contributions futures[2]
Partenaires				6,5		5,5	1,0	-
Chine	21 déc. 23	USD	3,5	3,5	3,5	3,5	-	-
Arabie saoudite	13 août 24	USD	2,0	2,0	2,0	2,0	-	-
Norvège[3]	5 déc. 25	NOK	10,0	1,0	-	-	1,0	-
Membres				4,3		2,7	0,4	1,2
Cabo Verde	25 juin 24	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Mozambique, République du	27 juin 25	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Ouganda	8 sept. 23	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Kenya	14 mars 24	USD	0,5	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2
Madagascar	14 mai 24	USD	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1
Tanzanie	6 août 24	USD	0,3	0,3	0,2	0,2	-	0,1
Rwanda	19 mars 25	USD	0,3	0,3	-	-	-	0,3
Afrique du Sud	19 mars 25	USD	0,8	0,8	0,6	0,6	-	0,2
Seychelles	2 déc. 24	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-

TABLEAU 2. (SUITE) CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2026

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature[1]	Devise	Montant	Dollars	Devise de l'accord	Dollars	Demande	Contributions futures[2]
Ghana	9 avr. 24	USD	0,5	0,5	0,3	0,3	-	0,2
Malawi	28 oct. 24	USD	0,3	0,3	-	-	0,2	0,1
Zimbabwe	2 déc. 24	USD	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1
Zambie	25 sept. 25	USD	0,3	0,3	0,2	0,2	-	0,1
Total partenaires et membres				10,8		8,2	1,3	1,2
Transferts internes[4]								-
Commission européenne				1,9	-	1,9	-	-
Total des transferts internes				1,9		1,9	-	
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
En espèces		USD	18,1	18,1		11,6	-	6,4
En nature				-				
FMI				1,8				
Total pays hôte et FMI				19,8				
Total général				32,5		10,1	1,3	7,6
Budget de fonctionnement de la phase				41,4				
Écart de financement				(8,9)				

Source : GPD.

[1]Peut également renvoyer aux accords en cours de négociation, et date d'approbation des accords de partenariat pour le développement des capacités (accords souples/cadres, par exemple).

[2]Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

[3]Le crédit alloué a été approuvé en mai 2026.

[4]Renvoie aux transferts d'un programme à un autre (ex. : reconductions de phase).

ANNEXES

ANNEXE I. LISTE DES COURS DISPENSÉS PENDANT L'EXERCICE 2026

Département	Intitulé du cours	Format	Date de début	Date de fin	Nbr. de candidats	Nbr. de participants	Dont nbr. de femmes	Nombre de participants originaires de PFC	Ratio cand./ partic.
ICD	Aspects macroéconomiques du changement climatique	En présentiel	5 mai 25	16 mai 25	350	35	14	15	10,0
	Aspects économiques de l'intégration régionale	En ligne	5 mai 25	16 mai 25	152	32	13	14	4,8
	Le climat dans les cadres macroéconomiques	En présentiel	19 mai 25	23 mai 25	233	36	14	8	6,5
	Croissance inclusive	En présentiel	2 juin 25	13 juin 25	271	35	14	14	7,7
	Évolution du marché de la fintech et incidences sur le plan politique	En présentiel	9 juin 25	13 juin 25	137	35	13	15	3,9
	Analyse des politiques budgétaires	En présentiel	16 juin 25	27 juin 25	368	34	15	15	10,8
	Inégalités entre les sexes et macroéconomie	En présentiel	7 juil. 25	11 juil. 25	218	35	26	10	6,2
	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Hybride – en présentiel	23 juin 25	18 juil. 25	197	34	10	17	5,8
	Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire	En présentiel	1er sept. 25	12 sept. 25	149	34	12	12	4,4
	Surveillance du secteur financier	En présentiel	6 oct. 25	17 oct. 25	240	36	15	10	6,7
	Développement financier et inclusion financière	Hybride – en présentiel	17 nov. 25	5 déc. 25	186	33	13	12	5,6
	Programmation et politiques financières	En présentiel	8 déc. 25	19 déc. 25	414	38	17	16	10,9
	Programmation et politiques financières	Hybride – en présentiel	1er déc. 25	23 janv. 26	37	35	11	9	1,1
	Viabilité budgétaire	En présentiel	26 janv. 26	6 févr. 26	391	37	16	15	10,6
	Politique monétaire	Hybride – en ligne	9 févr. 26	27 mars 26	119	73	14	31	1,6
	Diagnostics macroéconomiques	Hybride – en présentiel	2 mars 26	3 avr. 25	151	34	11	9	4,4
	Cadres budgétaires	En présentiel	13 avr. 26	24 avr. 26	601	35	19	13	17,2

ANNEXE I. (SUITE) LISTE DES COURS DISPENSÉS PENDANT L'EXERCICE 2026

Département	Intitulé du cours	Format	Date de début	Date de fin	Nbr. de candidats	Nbr. de participants	Dont nbr. de femmes	Nombre de participants originaires de PFC	Ratio cand./ partic.
Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI	Restructuration et résolution bancaires	En présentiel	2 juin 25	6 juin 25	128	35	17	11	3,7
	Développement des marchés obligataires en monnaie locale[1]	En présentiel	15 sept. 25	19 sept. 25	181	36	10	13	5,0
	Analyse des risques climatiques pour la stabilité financière	En présentiel	29 sept. 25	3 oct. 25	208	34	16	13	6,1
	Éléments essentiels du contrôle bancaire	En présentiel	12 janv. 26	23 janv. 26	133	35	17	11	3,8
	Principes fondamentaux de Bâle et du Conseil islamique des services financiers[2]	En présentiel	20 avril 26	24 avril 26	16	14	4	2	1,1
Département des statistiques du FMI	Mégadonnées pour statistiques macroéconomiques	En présentiel	19 mai 25	23 mai 25	35	34	8	6	1,0
	Plateforme de données ouverte	En présentiel	1er déc. 25	5 déc. 25	36	30	16	4	1,2
	Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique – Atelier destiné aux responsables	En présentiel	26 janv. 26	30 janv. 26	60	40	17	9	1,5
	Indicateurs de solidité financière	En ligne	9 févr. 26	13 févr. 26	199	61	31	20	3,3
Département des finances publiques	Réforme des subventions aux carburants	En ligne	16 juin 25	20 juin 25	45	28	6	15	1,6
	Administrations fiscale et douanière	En présentiel	17 nov. 25	21 nov. 25	199	35	17	11	5,7
Département Afrique	Examens par les pairs dans la SADC – Cours de remise à niveau	En présentiel	24 nov. 24	28 nov. 24	53	46	20	10	1,2
Département juridique	Viabilité de la dette publique et restructuration de la dette	En présentiel	9 mars 25	13 mars 25	206	35	13	18	5,9
Département financier	Évaluation du dispositif de sauvegarde des banques centrales	En présentiel	23 mars 25	27 mars 25	235	38	18	12	6,2

[1]Le cours sur le développement des marchés obligataires en monnaie locale a été dispensé en collaboration avec le département juridique du FMI.
[2]Le cours sur les Principes fondamentaux de Bâle et du Conseil islamique des services financiers a été dispensé par ce dernier en coordination avec l'ICD et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

ANNEXE II. COURS DISPENSÉS PENDANT L'EXERCICE 2026 : PARTICIPANTS PAR PAYS

Pays	Nbr. de participants		
	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2026
Afrique du Sud	26	30	29
Angola	49	30	30
Bénin	11	15	6
Botswana	32	12	21
Burkina Faso	15	15	20
Burundi	33	28	43
Cabo Verde	19	22	18
Cameroun	47	31	38
Comores	17	19	17
Congo, Rép. du	9	6	4
Congo, Rép. dém. du	37	27	31
Côte d'Ivoire	39	20	27
Djibouti	2	5	3
Égypte	1	2	7
Érythrée	2	1	0
Eswatini, Royaume d'	33	17	20
Éthiopie	41	20	34
Gabon	9	10	8
Gambie	33	31	19
Ghana	58	40	53
Guinée	23	12	14
Guinée équatoriale	3	1	7
Guinée-Bissau	10	7	7
Kenya	40	25	52
Lesotho	37	17	32
Libéria	35	34	46
Madagascar	38	41	21
Malawi	29	47	38
Mali	9	3	2
Maroc	1	5	6
Maurice	51	31	42
Mauritanie	1	3	1
Mozambique	43	28	35
Namibie	26	16	15
Niger	13	11	15
Nigéria	94	56	51

ANNEXE II. (SUITE) COURS DISPENSÉS PENDANT L'EXERCICE 2026 : PARTICIPANTS PAR PAYS

Pays	Nbr. de participants		
	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2026
Ouganda	52	27	55
République centrafricaine	11	7	8
Rwanda	15	15	9
Sao Tomé-et-Principe	28	17	17
Sénégal	15	14	20
Seychelles	25	23	23
Sierra Leone	31	19	22
Somalie	2	0	2
Soudan du Sud	17	9	13
Tanzanie	39	24	40
Tchad	22	17	11
Togo	23	20	4
Tunisie			4
Zambie	57	35	33
Zimbabwe	70	36	44
Total[1]	**1 371**	**1 011**	**1 117**

[1]Hors participants d'organisations régionales.

ANNEXE III. AUTRES ÉVÉNEMENTS PENDANT L'EXERCICE 2026

Département chef de file	Événement	Date
Réunions du comité d'orientation		
ICD	12e réunion du comité d'orientation de l'IFA	1er juil. 2025
ICD	Réunion des directeurs de formation	18 juin 2025
Information et sensibilisation		
Département des études	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2025 des *Perspectives de l'économie mondiale*	24 juin 2025
Département Afrique	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2025 des *Perspectives économiques régionales*	25 juin 2025
Département Afrique	Notes analytiques concernant l'édition 2025 des *Perspectives économiques régionales* – Tendances et fragilité liées à la dette en Afrique subsaharienne	18 août 2025
Département Afrique	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition de l'automne 2025 des *Perspectives économiques régionales*	25 nov. 2025
Département des finances publiques	Moniteur des finances publiques – Chapitre 1	4 déc. 2025
Département des études	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition de l'automne 2025 des *Perspectives de l'économie mondiale* – Chapitre 3	26 mars 2026
Webinaires		
ICD	Applications fintech pour stimuler le financement de l'action climatique	16 mai 2025
Département Afrique	Politique fiscale et politique de dépenses visant à promouvoir l'autonomie économique des femmes	11 juin 2025
Département Afrique	Innovations en matière de paiement numérique en Afrique subsaharienne	22 juil. 2025
Département Afrique	Objectifs de dépenses sociales dans les programmes soutenus par le FMI dans les pays d'Afrique subsaharienne	10 nov. 2025
ICD/département des finances publiques	Outils et modèles pour l'évaluation des effets macroéconomiques du changement climatique et pour la politique budgétaire	11 févr. 2026
ICD/département Afrique	Apprentissage automatique pour les prévisions immédiates et les prévisions à court terme (Afrique subsaharienne)	28 avr. 2026
Ateliers		
OCDE, Banque de Maurice, Commission des services financiers	Activité bancaire et marchés financiers – OCDE	3–4 novembre 2025
Ministère des Finances, Banque de Maurice, ministère britannique du Développement international et organismes relevant des centres d'expertise du gouvernement britannique	Cours sur l'analyse de la viabilité de la dette	16–18 mars 2026

ANNEXE IV. PROGRAMME DES COURS POUR L'EXERCICE 2027

Département	Événement	Date de début	Date de fin	Langue	Format
ICD	Cadre relatif au risque souverain et à la viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés (CRSVD-PAM)	15 juin 26	19 juin 26	A	En présentiel
	Problèmes économiques posés par l'intégration régionale	15 juin 26	26 juin 26	A/F/P[1]	En ligne
	Politique de change	15 juin 26	26 juin 26	A/F	En présentiel
	Croissance inclusive	6 juil. 26	17 juil. 26	A/F	En présentiel
	Cadres budgétaires	6 juil. 26	17 juil. 26	A/F/P	En présentiel
	Monnaies numériques de banque centrale (MNBC)	21 sept. 26	25 sept. 26	A/F/P	En présentiel
	Surveillance du secteur financier	5 oct. 26	16 oct. 26	A/F/P	En présentiel
	Analyse de la politique budgétaire	5 oct. 26	16 oct. 26	A/F/P	En présentiel
	Questions climatiques et cadres macroéconomiques	12 oct. 26	20 nov. 26	A/F/P	En présentiel
	Analyses et prévisions macroéconomiques	2 nov. 26	13 nov. 26	A/F	En présentiel
	Développement financier et inclusion financière	16 nov. 26	11 déc. 26	A/F/P	Hybride – en présentiel
	Prévisions immédiates	1er févr. 27	12 févr. 27	A/F/P	En présentiel
	Programmation et politiques financières – En français	15 févr. 27	26 févr. 27	F	En présentiel
	Diagnostics macroéconomiques	22 mars 27	2 avr. 27	A/F/P	En présentiel
	Programmation et politiques financières	22 mars 27	2 avr. 27	A/F/P	En présentiel
	Politique monétaire	22 mars 27	30 avr. 27	A/F	Hybride – en ligne
	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	29 mars 27	7 mai 27	A/F/P	Hybride – en présentiel
	Communication relative à la politique macroéconomique	12 avr. 27	23 avr. 27	A/F/P	En présentiel
Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI	Gestion de trésorerie et gestion de la dette[2]	7 sept. 26	11 sept. 26	A/F/P	En présentiel
	Gestion de la dette, communication de données sur la dette et relations avec les investisseurs	14 déc. 26	18 déc. 26	A/F/P	En présentiel
	Éléments essentiels du contrôle bancaire	18 janv. 27	29 janv. 27	A/F/P	En présentiel
	Restructuration et résolution bancaires	15 mars 27	19 mars 27	A/F/P	En présentiel
Département des statistiques	Principaux changements apportés dans le SCN de 2025	9 juin 26	11 juin 26	A/F/P	En ligne
	Atelier d'analyse bilancielle	14 sept. 26	18 sept. 26	A/F/P	En présentiel
	Mégadonnées pour statistiques macroéconomiques	26 oct. 26	30 oct. 26	A/F/P	En présentiel
	Prise en compte de la dématérialisation dans les statistiques du secteur financier	15 févr. 27	19 févr. 27	A/F/P	En présentiel
Département des finances publiques	Administrations fiscale et douanière	14 déc. 26	18 déc. 26	A/F/P	En présentiel
Département juridique	Lutte contre la corruption revêtant un caractère critique sur le plan macroéconomique	22 juin 26	26 juin 26	A/F	En présentiel
	Dette publique : droit et contrats	2 nov. 26	6 nov. 26	A/F/P	En présentiel
	Viabilité de la dette publique et restructuration de la dette	8 mars 27	12 mars 27	A/F/P	En présentiel
Département Afrique	Atelier d'examens par les pairs dans la SADC	23 nov. 26	27 nov. 26	A	En présentiel
Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation	Optimiser la croissance et la résilience grâce à l'analyse distributive et aux politiques fondées sur des données factuelles	25 mai 26	29 mai 26	A	En présentiel
Département financier	Évaluations du dispositif de sauvegarde des banques centrales	9 nov. 26	13 nov. 26	A/F/P	En présentiel

[1]A/F/P : anglais/français/portugais.
[2]Le cours intitulé *Gestion de trésorerie et gestion de la dette* sera dispensé conjointement par le département des finances publiques et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

ANNEXE V. EFFECTIFS DE L'IFA AU 30 AVRIL 2026



DIRECTEUR
Sukhwinder Singh



DIRECTEUR ADJOINT
Andrea Salerno



CONSEILLER RÉSIDENT
Nicolas Aragon



CONSEILLÈRE RÉSIDENTE
Ilhame Lagrine



CONSEILLER RÉSIDENT
Ian James Nield



ANALYSTE ÉCONOMIQUE
Nadeem Jeetun



RESPONSABLE DES FINANCES
Anju Ramsurrun



DIRECTEUR DU BUREAU
Cedric Ha Shun



RESPONSABLE DE PROGRAMME
Marie Wenda Francesca Morin



RESPONSABLE DE PROGRAMME
Sandhya Rughoo



RESPONSABLE DE PROGRAMME
Tani Ramoo



RESPONSABLE DE PROGRAMME
Joshila Dhaby



RESPONSABLE DE PROGRAMME
Diksha Ramdawa



ADMINISTRATEUR INFORMATIQUE
Ishfaaq Rugid



TECHNICIEN INFORMATIQUE
Steeve Rackin



INTERPRÈTE
Ramarajen Sawmy



INTERPRÈTE
Dagmawi Asrat



INTERPRÈTE
Olivier Fléchais



Institut de formation pour l'Afrique

7th Floor, Bramer House
66C2, Cybercity Ebene, Mauritius
Tél. : +(230) 401 2700
Téléc. : +(230) 468 1647
aticom@IMF.org
IMFATI.org

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Institut pour le développement des capacités
Division des partenariats mondiaux
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431 USA
Tél. : +(1) 202 623 7636
Téléc. : +(1) 202 623 7106
GlobalPartnerships@IMF.org